

Les bolcheviks au Guilan

La chute du gouvernement de Koutchek Khan (juin-juillet 1920)

Vladimir L. Genis



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/21>

DOI : 10.4000/monderusse.21

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1999

Pagination : 459-496

ISBN : 2-7132-1321-5

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Vladimir L. Genis, « Les bolcheviks au Guilan », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 40/3 | 1999, mis en ligne le 15 janvier 2007, Consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/21> ; DOI : 10.4000/monderusse.21

VLADIMIR L. GENIS

LES BOLCHEVIKS AU GUILAN

La chute du gouvernement de Koutchek Khan

LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE PERSE fut proclamée le 4 juin 1920 dans la ville de Rasht, centre administratif de la province maritime du Guilan de l'Empire du shah, abandonnée par les Anglais. Cette proclamation était la conséquence de l'expédition de l'escadre bolchevique dans le port persan d'Anzali dont le but était le retour des navires de la flotte de l'Armée blanche de la Caspienne qui y avaient été emmenés sous la protection des canons britanniques. Le gouvernement et le Conseil militaire révolutionnaire (*Revvoensovet* – *Revoljucionnyj voennyj sovet*) furent placés sous l'autorité de l'ultra-religieux Mirza Koutchek Khan, qui était tenu, même par ses ennemis, pour un « idéaliste honnête et consciencieux » et un « patriote sincère »¹. Il était le chef des insurgés *djangali* qui, depuis de nombreuses années, luttèrent dans les épaisses forêts du Guilan (le *djangal*) contre les forces d'occupation, d'abord tsaristes puis – après le coup d'État d'Octobre en Russie – britanniques.

Après avoir conclu, dans l'intérêt de la libération de la patrie de l'oppression étrangère, une alliance militaire avec les bolcheviks et croyant en leur promesse de ne pas intervenir dans les affaires du pays, Koutchek Khan se décida, « le cœur serré » (d'après l'aveu de B. Abukov, commissaire des unités de débarquement de la flotte Volga-Caspienne), « de suivre la proposition du commissaire de la Flotte, [F. F.] Raskol'nikov et de proclamer « la République socialiste de Perse »².

1. Denstervil', *Britanskij imperjalizm v Baku i Persii, 1917-1918. Vospominanija (L'impérialisme britannique à Bakou et en Perse. Mémoires)*, Tiflis, 1925, p. 24. Sur Koutchek Khan et sur les *djangali*, voir aussi : C. Chaqueri, *The Soviet Socialist Republic of Iran 1920-1921. Birth of the trauma*, Pittsburgh – Londres, 1995.

2. RCHIDNI, f. 544, op. 3, d. 44, ll. 4-5. V. L. Genis, « Bol'sheviki v Giljane : provozglašenie Persidskoj sovetskoj respubliki » (Les Bolcheviks au Guilan : la proclamation de la République soviétique perse), *Voprosy istorii*, 1, 1999, pp. 64-82.

Un an plus tard, en se souvenant de cette « petite expédition », dont l'objectif militaire était de nettoyer la mer Caspienne de l'Armée blanche et qui avait, au bout du compte, soulevé la « grande » question des relations avec les insurgés du Guilan, le chef du bureau caucasien du Comité central (CC) du Parti communiste de Russie (PCR(b)), Sergo Ordžonikidze, reconnut que, pour les dirigeants de la RSFSR, il était évident « qu'il n'y avait aucun prolétariat en Perse », que la « paysannerie était attardée, obtuse et passive » et qu'en exprimant les intérêts de la bourgeoisie marchande, le mouvement de Koutchek Khan était un mouvement de libération nationale. « Nous savions, poursuivait Sergo, que cette bourgeoisie nationale haïssait le communisme encore plus que les Anglais. Mais il fallait que nous soutenions ce mouvement contre les Anglais, sans pour autant effrayer ces groupements par le spectre rouge du communisme »³.

Du reste, avant ses négociations avec les chefs *djangali*, Ordžonikidze comptait fortement sur leur radicalisme. Il pensait déjà, « en appuyant Koutchek Khan et les communistes persans, pouvoir proposer à Moscou de proclamer le pouvoir soviétique, d'occuper les villes les unes après les autres et de chasser les Anglais » (dans un télégramme du 23 mai, modérant ses ardeurs, il appela à « combattre pour le pouvoir soviétique et à chasser les Anglais »). Malheureusement, la rencontre avec Koutchek Khan à Anzali sur le paquebot *Kursk* montra que l'espoir d'une « soviétisation » rapide de la Perse était illusoire. Déçu, Ordžonikidze informa Moscou, le 2 juin, « qu'il ne saurait être question d'un quelconque pouvoir soviétique en Perse. Koutchek Khan a même refusé de soulever la question agraire. Un seul slogan est mis en avant : à bas les Anglais et le gouvernement vendu du shah ! »⁴.

Néanmoins, le 25 mai, le *Politbjuro* du CC du PCR(b) adopta une résolution recommandant à Ordžonikidze de mener une politique de « soutien à Koutchek Khan ainsi qu'aux éléments démocratiques et révolutionnaires dans leur combat contre le gouvernement du shah en vue de l'accession de la Perse à l'indépendance ». Conformément à cette directive, le vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères de la RSFSR, L. M. Karahan, poussa Ordžonikidze et Raskol'nikov à rechercher « l'union des travailleurs et même des éléments bourgeois et démocratiques autour de l'objectif national de l'expulsion des Anglais de Perse, du combat contre le gouvernement du shah et de la démocratisation ». « Seuls sont désignés comme adversaires, souligne-t-il, ceux des fonctionnaires et des classes possédantes qui se trouvent du côté des Anglais ». Par ailleurs, Moscou se montrait prêt à soutenir par tous les moyens « le mouvement national de libération » par une aide en argent, en armes, en instructeurs et même en volontaires, voire en navires de guerre, mais seulement sous le drapeau de la République indépendante d'Azerbaïdjan, soviétisée depuis peu. Ceci afin de ne pas donner matière,

3. *Sovetskij Kavkaz, Organ Kavkazskogo Bjuro CK RKP*, 1, 1921, p. 12.

4. RCHIDNI, f. 85, op. S, d. 1, 1. 3 ; *Bol'shevistskoe rukovodstvo. Perepiska, 1912-1927. Sbornik dokumentov (Les dirigeants bolcheviks. Correspondance, 1912- 1927, Recueil de documents)*, Moscou, 1996, pp. 129-130.

encore une fois, à l'accusation contre la Russie bolchevique « d'impérialisme rouge » (les expéditions punitives des troupes tsaristes en Perse et les gibets des cours martiales restaient encore dans les mémoires).

Le président du *Revvoensovjet* de la République, L. D. Trockij, ordonna à Raskol'nikov, le 26 mai :

« Aucune intervention militaire sous le drapeau russe. Pas d'envoi de corps expéditionnaires russes. Il faut insister le plus possible sur notre non-intervention en invoquant les exigences de Moscou sur le retrait des troupes russes et de la flotte rouge d'Anzali afin de ne pas éveiller de soupçons sur nos ambitions de conquête. »

Par ailleurs, Trockij proposa à Raskol'nikov non seulement « d'accorder aux insurgés toute l'aide militaire possible en remettant entre les mains de Koutchek Khan les territoires que nous avons occupés » mais aussi « de contribuer secrètement à mettre en place en Perse une propagande et une organisation soviétiques importantes ». De même, le 30 mai, Karahan donna comme instruction à Ordžonikidze :

« Nous ne serions pas contre l'organisation d'un nouveau pouvoir sur le modèle du pouvoir soviétique. L'appareil étatique et administratif serait soviétique mais sans la base sociale qui est la nôtre car des défections dans les rangs pourraient avoir lieu prématurément et le combat interne affaiblirait l'objectif qui est la libération de la Perse de l'Angleterre. »⁵

Dans les thèses présentées, le 14 juin, au *Politbjuro* sur l'activité des communistes en Orient le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de la RSFSR, G. V. Čičerin, indiqua à son tour que

« dans les pays pourvus d'un fort mouvement paysan et petit-bourgeois, comme c'est le cas en Perse, on peut envisager un mode de gouvernement de type soviétique quelque peu primitif mais qui serait populaire et démocratique. En aucun cas, celui-ci ne prendrait la forme d'une dictature prolétaire. [...] En Perse, c'est le mouvement agraire qui constitue le fondement de la révolution, ce mouvement étant soutenu par la bourgeoisie citadine en lutte contre l'oppression, à la fois de la féodalité, du shah et de l'Angleterre ».

C'est pourquoi, selon lui, tout en gardant leur propre étiquette politique, les communistes avaient pour objectif de participer au mouvement de libération contre les impérialistes britanniques et contre les « esclavagistes féodaux », liés à ces derniers.

« Les communistes ne doivent s'attribuer que les tâches permises par la réalité économique sans nourrir d'illusions sur la possibilité d'une application prochaine du programme communiste. [...] Par ailleurs l'activité des

5. RCHIDNI, f. 17, op. 3, d. 83, l. 1 ; f. 562, op. 1, d. 21, l. 1 ; RGAVMF, f. r-917, op. 1, d. 1179, l. 62.

communistes en Orient ne doit avoir aucun lien officiel avec le gouvernement soviétique et avec ses agents, car ces derniers poursuivent une politique complexe qui est soumise à la pression de la conjoncture diplomatique. »⁶

Obéissant à cette conception pragmatique, si l'on peut dire, des événements du Guilan, Moscou voyait la proclamation à Rasht de la « République soviétique » (avec tous les attributs propres à cette appellation : *Sovnarkom*, *Revvoensovet*, Armée rouge, etc.) comme une action plutôt réussie d'influence psychologique sur ses nombreux adversaires et, avant tout, sur l'allié le plus actif de ces derniers, le gouvernement britannique. Moscou, en outre, envisageait secrètement de reconstituer une base militaire navale russe sur la côte perse de la mer Caspienne afin d'expulser les troupes britanniques d'une région se trouvant dans le voisinage immédiat de la zone pétrolière de Bakou. C'est pourquoi, en mettant à exécution l'ordre donné par Karahan d'organiser au Guilan « un nouveau pouvoir de type soviétique » qui soit dépourvu de son contenu militaro-communiste, Ordžonikidze et Raskol'nikov comptaient se limiter à cette « façade » imposée à Koutchek Khan, en tout cas jusqu'à l'occupation de Téhéran.

Un télégramme de Trockij du 4 juin, adressé à Čičerin et aux membres du *Politbjuro*, confirme l'idée non pas d'une intervention planifiée par Moscou mais d'une opération de reconnaissance. Il y est dit, noir sur blanc, qu'un « coup d'État soviétique » en Perse et dans les autres pays d'Orient limitrophes de la Russie soviétique causerait de « grandes difficultés » aux bolcheviks. Ainsi, « même en Azerbaïdjan, la République soviétique n'est pas capable de voler de ses propres ailes ». C'est à la force de la baïonnette de l'Armée rouge qu'il faut la soutenir, sinon l'occuper. En prévenant que, pour la consolidation de la situation militaire de la RSFSR et pour l'amélioration de l'activité industrielle et des transports, « l'expédition soviétique en Orient pouvait apparaître comme non moins dangereuse que la guerre en Occident » (ce que ne pouvait comprendre Lenin, le belliqueux) et en indiquant aussi l'absence, parmi les dirigeants britanniques, d'une ligne de conduite commune à l'égard de la RSFSR, Trockij conclut contre toute attente : « de tout cela il résulte qu'actuellement le principal intérêt d'une révolution russe en Orient est de constituer une monnaie d'échange diplomatique avec l'Angleterre ».

En appelant à utiliser la menace de « l'expansion rouge » en Asie comme un moyen de chantage contre les impérialistes britanniques, Trockij proposa de se concentrer d'abord « sur le travail de formation (cours de science politique, travail sur l'organisation du parti, instruction militaire, etc.). Toute action susceptible d'entraîner notre soutien militaire doit être évitée à tout prix ». Mais, parallèlement, il faut « insister, par tous les moyens, sur notre détermination à nous heurter avec l'Angleterre à propos de l'Orient ». Malgré l'opposition de Lenin qui, contrairement à ses collègues, estimait que cette politique était « sans issue, car, de toute façon, l'Angleterre soutenait et soutiendrait les Polonais ainsi que Vrangel' », la

6. RCHIDNI, f. 2, op. 2, d. 312, ll. 1-3.

dite révolution du Guilan ne fut, pour Moscou, qu'une monnaie d'échange dans le grand marchandage diplomatique...⁷

Dès le 31 mai, les négociations sur le rétablissement des relations commerciales entre la RSFSR et la Grande-Bretagne débutèrent à Londres. Pour que le blocus économique fût levé, il aurait fallu que les bolcheviks renonçassent à leurs opérations militaires contre la Perse du shah, à leur appui aux kemalistes de Turquie et, de façon plus générale, à la propagation de la « révolte » anti-britannique au Proche-Orient, en Afghanistan et en Inde. Dans la mesure où Moscou devait, à tout prix, neutraliser les Anglais, Lenin conseilla le 11 juin à Čičerin d'envoyer un télégramme chiffré au responsable de la délégation commerciale de la RSFSR à Londres, L. B. Krasin : « Ce salaud de Lloyd George est en train de nous rouler sur toute la ligne, ne croyez pas une seule de ses paroles et roulez-le au triple ». Aussi, dès le 7 juillet, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères fit savoir que, pour aboutir rapidement à la paix, Moscou avait accepté, comme base d'accord entre les deux pays, « les principes formulés par le gouvernement britannique dans son mémorandum ». Ainsi, conformément aux exigences de Londres, Moscou se déclarait prête à « s'abstenir de toute action militaire ou de propagande susceptible d'encourager les peuples d'Asie à agir contre les intérêts britanniques ». En feignant cette concession, Moscou ne faisait que montrer son envie irrépressible, d'une part, de « duper » une fois de plus les impérialistes et, d'autre part, grâce au temps gagné, de hisser le drapeau rouge sur Varsovie et d'écraser les troupes de P. N. Vrangél' en Crimée⁸.

Le 3 août déjà, dans ses instructions au nouveau président de la délégation commerciale à Londres, L. B. Kamenev, Čičerin déclara ouvertement :

« Le rythme et l'intensité de notre politique en Orient seront soumis à notre politique anglaise. On peut, au détour d'une conversation, faire comprendre aux Anglais qu'en dehors de quelques piqûres d'épingle en périphérie, l'ouverture d'hostilités militaires contre nous ne pourrait nous nuire sérieusement en Europe. Entre-temps, si nous déployons en Orient tous les moyens dont nous disposons, nous causerons immédiatement un tort irrémédiable à toutes les positions anglaises dans le monde. Ils ne peuvent pas ne pas le comprendre, vu leur effroi devant notre avancée en Orient. Il n'est pas inutile, en s'entretenant avec eux, de leur indiquer, d'une façon claire, les armes politiques dont nous disposons contre eux en Orient, sans trop nous vanter toutefois afin de garder notre crédibilité. »

Un mois plus tard exactement, le 3 septembre, Trockij conseilla à Čičerin d'exercer une pression diplomatique sur Londres en mettant à profit la « soviétisation » forcée de l'émirat de Boukhara réalisée la veille. Kamenev, quant à lui, fut chargé d'annoncer lors des négociations que « seul un arrêt complet de la politique agres-

7. *The Trotsky papers, 1917-1922*, La Haye, Mouton, 1971, 2, p. 208.

8. *Dokumenty vnešnej politiki SSSR (Documents de politique extérieure de l'URSS)*, Moscou, 1958, 2, p. 696 ; 1959, 3, pp 16-17 ; V. I. Lenin. *Polnoe sobranie sočinenij (Œuvres complètes)*, Moscou, 1965, 51, p. 215.

sive du gouvernement anglais à notre égard nous relèverait de l'obligation d'avancer en Asie contre notre gré »⁹.

Considérant l'expédition des *djangali* vers Téhéran (par Mandjil et Qazvin) comme l'occasion de rendre les Anglais plus conciliants, Trockij attendait avec impatience les nouveaux rapports victorieux de Rasht et, le 20 juin, il demanda avec insistance à Ordžonikidze : « Tenez-moi au courant de la progression de la révolution. Son arrêt serait pour nous un symptôme dangereux. Seule une pression constante pourrait nous assurer une victoire rapide ».

Ordžonikidze cherchait à se justifier par l'absence chez Koutchek Khan de troupes sérieuses. Il déplorait ainsi la faiblesse du mouvement révolutionnaire au Guilan. « Ici, il n'y que la haine des Anglais », ces Anglais que seule l'apparition de la flotte de Raskol'nikov à Anzali a chassé de Rasht :

« Il paraît difficile de faire avancer les choses si, dans un premier temps, nous n'apportons pas une aide substantielle. Le refus catégorique d'envoyer des troupes sur place est inopportun. Aujourd'hui, nous envoyons des unités musulmanes azerbaïdjanaises soit huit cents soldats, une centaine de cavaliers, trois canons et une auto blindée. »¹⁰

Néanmoins, au début juillet, l'« Armée rouge perse » comptait à peine 5 000 hommes (personnel d'état-major, administratif et médical compris). Les marins « volontaires » laissés au Guilan par Raskol'nikov, en constituaient toujours l'ossature (il y avait un seul détachement de débarquement de 750 hommes, une division de cavalerie, de l'artillerie, des unités d'aviation et un bataillon de transmission). En outre, sur autorisation du *Politburo* du CC du PCR(b), le chef des troupes de débarquement de la flotte, I. K. Kožanov (commandant de la flotte de la mer Noire dans les années 30) fut admis au *Revvoensovet* de la République. Dès le 3 juin, après avoir adopté, pour la forme, la citoyenneté perse, il entreprit de former une armée. Officiellement, le premier commandant en chef de cette armée était Ehsanollah Khan (Doustdar), l'un des dirigeants *djangali* les plus radicaux. Mais, dès le début de juillet, un officier (*voenspec*), sortant de l'Académie de l'État-Major, V. D. Kargaleteli, fut envoyé de Bakou pour le remplacer. Au cours de la Première Guerre mondiale, celui-ci avait combattu en Perse. Chef d'état-major au sein du corps du général N. N. Baratov (on l'appelait alors le mauvais génie du général), il avait participé à la campagne malheureuse de Bagdad. Par la suite, Kargaleteli occupa la fonction de quartier-maître-général de l'armée du *Musavat*, puis après sa défaite, celle de chef de la section opérationnelle (*operotdel*) de l'état-major de l'Armée rouge d'Azerbaïdjan¹¹.

9. RCHIDNI, f. 2, op. 2, d. 359, l. 1 ; f. 17, op. 84, d. 86, l. 7. Sur la « soviétisation » de Boukhara, cf. V. L. Genis, « Razgrom Buharskogo emirata v 1920 » (L'écrasement de l'émirat de Boukhara en 1920), *Voprosy istorii*, 7, 1993, pp. 39-53.

10. RCHIDNI, f. 85, op. S, d. 13, ll. 10-11.

11. RGVA, f. 195, op. 3, d. 261, ll. 14, 16 ; A. G. Emel'janov, *Persidskij front, 1915-1918 (Le front perse, 1915-1918)*, Berlin, 1923, p. 87.

Signé le 10 juillet par le commandant en chef Chapour (Kargaleteli), par le membre du *Revvoensovet* Ardachir (Kožanov) et par le chef de l'état-major de campagne I. Gadžibeklinskij, l'ordre d'opération fixait deux objectifs aux troupes de la République : la prise de Mandjil et le contrôle du rivage de la mer Caspienne bordant la province voisine du Mazandaran. C'est de là que devaient débiter les progressions parallèles vers Téhéran suivant l'itinéraire le plus court (240 verstes). Il était prévu de traverser Barfrouch (Babol), Amol et d'occuper Sari afin de protéger l'arrière de l'offensive ennemie en provenance d'Astrabad (Gorgan). Pour l'exécution de ce plan, il avait été décidé, dès le 23 juin, de former une « Armée rouge du Mazandaran » et de la placer sous le commandement de G. N. Pylaev (« Fatulla »). Ce dernier, sur ordre de Raskol'nikov, occupait aussi la fonction d'agent militaire auprès du gouvernement de Koutchek Khan. Le 4 juillet, sous l'escorte du contre-torpilleur *Jakov Sverdlov*, le détachement de Pylaev (environ 300 hommes dont 40 marins) débarqua en deux convois dans la ville de Machhad-Sar, à cent cinquante milles à l'est d'Anzali. Barfrouch fut d'abord occupée puis Sari, une fois la jonction faite avec les insurgés locaux. Cette ville fut, du reste, abandonnée rapidement.

Le commandant de la canonnière *Lenin*, K. I. Samojlov, reçut de Pylajev l'ordre de débarquer les marins à Bandargaz, centre principal du commerce russo-perses de la province d'Astrabad voisine du Mazandaran. Un Comité révolutionnaire y fut même institué. Toutefois, comme le nota le communiqué de l'état-major de la flotte de la Caspienne, dès le lendemain, « les sentiments anti-bolcheviks des habitants apparurent au grand jour et le feu fut ouvert sur les soldats de la garde et de la canonnière ». Aussi, après avoir lancé, en guise d'adieu, une cinquantaine d'obus sur la ville, le *Lenin* quitta ce rivage hostile. Atteints de malaria, la plupart des combattants russes du détachement de Pylaev furent hors de combat. Quant aux volontaires perses, ils se montrèrent peu sûrs et inaptes au combat. Aussi, dès le 19 juillet, Kargaleteli supplia Bakou de faire parvenir d'urgence deux convois à Machhad-Sar car « les troupes débarquées de l'armée du Mazandaran se trouvent dans une situation critique ». Le 23 juillet, Pylaev donna l'ordre d'évacuer...¹²

De même, le groupe d'armées d'Ardabil échoua lamentablement dans ses opérations. À la fin du mois de juin, il ne disposait plus que de 107 combattants, dont 26 marins et de quatre mitrailleuses *Maxim*. Gholam-Ali-Baba, le commandant *djangali* des troupes, fut alors tué et les munitions s'épuisèrent complètement. Bien que l'instructeur militaire, Rjabinin, ait supplié l'état-major « d'envoyer d'urgence pas moins d'une centaine de partisans de Koutchek Khan et de soldats russes », Kargaleteli répondit à sa dépêche par la résolution suivante : « Prendre toutes les mesures pour mettre fin à ce mirage. Ne pas encombrer le télégraphe de longs messages »¹³.

12. RGVA, f. 195, op. 3, d. 258, l. 84 ; d. 226, l. 38 ; RGAVMF, f. 672, op. 1, d. 1, ll. 18, 24.

13. RCHIDNI, f. 670, op. 1, d. 51, l. 100.

Par ailleurs, la politique de soutien des bolcheviks à Koutchek Khan rencontra une franche opposition parmi les dirigeants du parti communiste perse *Adalat*. La plupart étaient natifs de l'Azerbaïdjan perse. Dès leur jeune âge, ils avaient quitté leur patrie pour aller travailler à Bakou. Et c'est là qu'ils s'étaient ralliés au mouvement révolutionnaire. Deux leaders du parti *Adalat* avaient accompagné Ras-kol'nikov à Anzali. Il s'agissait de Bahram Aqaev et de Mir Djafar Djavad-Zade (le futur Piševari, président du Conseil du gouvernement autonome de l'Azerbaïdjan d'Iran en 1945-1946). Sans débarquer, le premier prononça un discours enflammé sur la fin du pouvoir des classes possédantes en Perse, sur l'imminence du combat des communistes « contre les bourgeois qui méritent qu'on les tue ». Tenant compte du « manque de tact » des leaders d'*Adalat*, Raskol'nikov renvoya rapidement Djavad-Zade à Bakou. Quant à Aqaev, placé sous la surveillance du commissaire militaire Abukov, il continua à se prononcer ouvertement contre Koutchek Khan, le désignant comme « le futur Denikin perse dont il faudrait se débarrasser le plus vite possible »¹⁴. De plus, lorsque la section d'Anzali du parti *Adalat* se réunit sous la présidence d'Aqaev le 8 juin, elle reconnut alors, à l'unanimité, que l'union entre marins et *djangali* n'était absolument pas justifiée. Dans une déclaration envoyée à Bakou, les communistes affirmèrent :

« Étant donné la situation privilégiée de Koutchek Khan et la gloire qui l'entoure, on assiste à l'apparition de dizaines de Koutchek Khan qui devront, en fin de compte, être combattus. Tout ceci exigera de nombreux sacrifices. Si le parti *Adalat* a pour objectif premier de proclamer le pouvoir soviétique en Perse, le renforcement politique et militaire de Koutchek Khan est contraire aux idées du parti [...]. Si ce renforcement a pour but de combattre les Anglais, ces derniers évacueront le territoire perse non par crainte des forces de Koutchek Khan, mais parce qu'ils seront vaincus par l'opinion pro-communiste du peuple perse. »

Les auteurs de la lettre soutenaient fermement que l'Armée rouge russe devait coordonner ses actions « exclusivement avec les communistes perses ». Ce point de vue, soulignaient-ils, « était partagé par les camarades-marins qui, pour la plupart, étaient opposés à l'union avec Koutchek Khan, du fait de son soutien à la révolution conservatrice et bourgeoise ».

Simultanément, le dirigeant de la Section spéciale (*Osobotdel*) des forces de débarquement adressa au *Revvoensovet* de la 11^e Armée (à Bakou) un rapport dans lequel, indigné, il décrivait Koutchek Khan comme un « démocrate bourgeois » qui cherchait principalement à « chasser tous les Européens et à prendre le pouvoir ». Il s'indignait aussi de ce que la bourgeoisie créait à Anzali ses propres détachements comptant environ 1 500 soldats bien armés. Ceux-ci se désignaient comme les partisans de Koutchek Khan. Quant au parti *Adalat*, il était dénué de moyens financiers et militaires propres et ses demandes d'aide en armement restaient comme « une voix clamant dans le désert ». Coincés entre les Anglais d'un côté, la « politique et l'attitude ambiguë de Koutchek Khan » de l'autre et, enfin, les détachements armés

14. RCHIDNI, f. 562, op. 1, d. 21, l. 25 ; f. 495, op. 90, d. 15, ll. 2-3.

de la bourgeoisie, il y avait de quoi douter du bien-fondé de la politique dictée par le Centre. Ne serions-nous pas pris dans un piège, se demanda, perplexe, le chef de l'*Osobotdel* ? Ces questions, en somme naturelles pour un marin habitué à « casser du bourgeois », provoquèrent de la part du *Revvoensovet* une réaction qui, par son intolérance, était typiquement bolchevique. Ayant pris connaissance du rapport, Ordžonokidze y ajouta la résolution suivante : « Le chef de l'*Osobotdel*, le camarade Abukov, doit être destitué et envoyé à Bakou »¹⁵.

À la suite de cela, Aqaev lui-même fut arrêté et exilé à Bakou (Djavad-Zade, de retour à Bakou, fut nommé à sa place). Toutefois, le 22 juin, lors du premier congrès du Parti communiste iranien (PCI) à Anzali, le principal théoricien, Avetis Sultanzade (Mikailian), annonça que le mouvement national contre les Anglais devait forcément déboucher sur une révolution sociale et qu'il fallait trouver un slogan de lutte contre les khans et les gros propriétaires terriens. D'ailleurs, par la suite, Sultanzade s'est beaucoup vanté d'avoir été un opposant décisif à Koutchek Khan qu'il considérait « comme un personnage dénué de principes, de talent et faisant obstacle à la révolution ». En se souvenant de sa déception lorsqu'il prit connaissance du contenu du manifeste gouvernemental qui accompagnait la proclamation de la République soviétique de Perse, Sultanzade raconte :

« Lorsque j'ai lu cela, je me suis arraché les cheveux, j'ai rassemblé mes camarades et nous avons commencé à réfléchir sur ce qu'il convenait de faire. Si Koutchek Khan s'inspirait de ce manifeste pour gouverner la Perse, celle-ci ne pouvait que sombrer. On crée en Perse un pouvoir soviétique ainsi qu'un gouvernement républicain provisoire. Il s'agit non pas d'un gouvernement révolutionnaire provisoire mais tout simplement d'un gouvernement provisoire ! Si c'est le cas, cela signifie que tous les objectifs sont atteints et que la révolution est terminée. Il ne reste plus au gouvernement qu'à défendre et à protéger les biens de toute la population, y compris ceux des propriétaires terriens ! Notre étendard, c'est celui de l'Islam, etc. Donc, ce sont les religieux et les propriétaires que l'on défend ici. Si le shah est quelque peu critiqué, c'est parce qu'il est mauvais, pervers et non pas parce que le gouvernement est opposé au système de la monarchie. Pas une seule fois les libertés de réunion, de parole, d'organisation, etc., ne sont mentionnées. Avons-nous le droit, oui ou non, de créer quelque chose ?

Nous avons passé trois heures chez Koutchek Khan et j'ai essayé de lui démontrer qu'il ne peut y avoir de révolution sans lutter contre une classe quelconque et contre les féodaux. Koutchek Khan m'a répondu : « Vous, Sultan, vous vivez depuis longtemps en Russie et vous avez oublié les mœurs perses. Vous oubliez qu'en Perse de nombreuses personnes ont combattu le shah. Pourquoi devrions-nous nous détourner de ces propriétaires ? » Je lui démontrais, point par point, que ces propriétaires ont combattu le shah parce que celui-ci les imposait trop lourdement. Il n'ont pas d'aspirations de classe, ils préfèrent lutter contre le shah pour payer moins d'impôts. Je lui démontrais que le shah et les impérialistes étaient liés... Cela n'a servi à rien ! À la fin, je lui ai dit un dernier mot : « Promulgez une résolution sur l'organisation soviétique, sur les syndicats, etc. » Il dit : « À quoi cela vous sert-il ? » J'ai commencé à lui

15. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 11, l. 139 ; f. 85, op. S, d. 77, l. 3.

démontrer que les travailleurs devaient avoir un syndicat pour la défense de leurs intérêts, de leurs intérêts de classe. À cela, il m'a répondu: "Si un travailleur a besoin de quelque chose, qu'il vienne me voir, je serai ravi de l'aider", après quoi j'ai été convaincu que nous ne pouvions pas nous entendre. Lorsque je lui ai dit que les *andjomans* avaient joué un rôle très important dans la mobilisation des masses, il m'a répondu que la révolution perse [de 1905-1911] avait échoué à cause de ces *andjomans*. Après cela, je ne pouvais plus soutenir Koutchek Khan et j'ai dû, avec fermeté, soulever le problème, à savoir qu'il est impossible de lui faire entièrement confiance et que nous devons suivre notre propre politique jusqu'au bout. »

Bien que les appels passionnés à la révolution de Sultanzade aient été bruyamment approuvés au congrès, le secrétaire du Comité central du PC d'Azerbaïdjan, B. Nanejšvili, répliqua sévèrement que son exposé « était l'exemple même de la tactique qu'il ne fallait pas adopter en Perse ». Constatant que la paysannerie du Guilan, totalement dépendante des féodaux, ne manifestait aucun signe d'activité révolutionnaire, Nanejšvili se dit opposé à ce que, dans l'immédiat, le slogan de la lutte contre les classes possédantes soit privilégié. En effet, cela ne pouvait que renforcer les éléments contre-révolutionnaires alors que la bourgeoisie perse, qui était suffisamment organisée, pouvait contribuer à entraîner les pauvres dans la guerre contre les Anglais.

Le représentant du Bureau caucasien (*Kavbjuro*) du Comité central du PCR(b) au Guilan, B. Abukov, soutint Nanejšvili. Selon lui, l'Angleterre était le principal ennemi du mouvement communiste et, si les communistes iraniens portaient un coup décisif à l'impérialisme britannique en Orient, ils hâteraient ainsi la victoire de la révolution mondiale. Or, le succès de celle-ci était déterminant pour la suite des événements en Perse. À partir de là, le PCI devait apporter son soutien à toutes les forces qui se disaient prêtes à lutter pour l'expulsion des Anglais. « Car, en effet, la paysannerie n'a pas d'attitude définie à l'égard des Anglais ». Aussi, les propriétaires pouvaient l'orienter (selon la propagande utilisée) contre les impérialistes anglais ou contre les bolcheviks.

« Si aujourd'hui – dit Abukov –, la bourgeoisie n'entre pas en conflit avec l'Angleterre et ne soutient pas Koutchek Khan, c'est parce qu'il y a en Perse un pouvoir soviétique qui ne devrait pas exister [...]. Il faut que nous corrigions cette erreur et que nous essayions de convaincre ceux qui doutent que, de fait, le pouvoir soviétique ne menace ni les propriétaires, ni les bourgeois. Alors seulement, ils soutiendront le mouvement de libération nationale. C'est pourquoi il ne faut accepter aucun discours dirigé contre les propriétaires et la bourgeoisie. »

C'est la résolution proposée par Nanejšvili qui fut approuvée lors du vote. « La lutte contre l'impérialisme anglais, le gouvernement du shah et tous leurs partisans peut être notre slogan actuel » soulignait le principal point du texte. D'après Sultanzade, ce n'est que sur sa requête que la dernière partie de la phrase fut adoptée et « encore seulement après un grand scandale ». Appelant à « combattre le capital mondial de concert avec la Russie soviétique », la résolution donnait au parti l'objectif

suisant : « garder sa propre physionomie » et essayer d'acquérir une influence sur la société « afin qu'au moment où se révéleront les contradictions de classe, il soit prêt à se mettre à la tête des masses paysannes et ouvrières dans leur combat pour le pouvoir et pour la terre »¹⁶. Mais, même si la résolution des communistes d'unir leurs forces avec « celui qui, le premier, avait dressé le drapeau de la révolution dans les montagnes, les forêts et les villes du nord de la Perse, c'est-à-dire Mirza Koutchek » fut évoquée dans l'appel lancé par le Comité central du PCI, la collaboration pacifique ne dura pas longtemps...

Avec la nomination de Raskol'nikov à la tête de la flotte balte, avec le départ d'Ordžonikidze de Bakou et compte tenu de la détérioration des relations entre le jeune mais irascible et ambitieux Abukov et Koutchek Khan d'une part, et Abukov et Kožanov d'autre part, Moscou fut pressée par ces derniers « d'envoyer en mission au Guilan un camarade compétent et au fait de la question d'Orient ». Ordžonikidze lui-même en fit la demande. En effet, dans un télégramme envoyé de Rostov-sur-le-Don, il attira l'attention de Čičerin sur la nécessité d'envoyer en Perse « un militant d'envergure pour diriger le mouvement sur place ». Il avança la candidature de quelqu'un qui, selon lui, « connaissait parfaitement la Perse ». Il s'agissait de Budu Mdivani, membre de la « *trojka* de Bakou » du *Kavbjuro*¹⁷.

Raskol'nikov, à Moscou depuis le 5 juillet, ayant aussi parlé de lui à Čičerin, celui-ci adressa au secrétaire du Comité central, N.N. Krestinskij, une lettre rappelant au *Politbjuro* que « le mouvement soviétique perse était dirigé par des personnes sans aucune expérience politique ». Il proposa aussi d'envoyer comme représentant auprès de Mirza Koutchek le camarade Mdivani que « le camarade Stalin a chaudement recommandé en d'autres occasions. Son horizon politique est quelque peu limité. C'est, avant tout, un militant caucasien. Mais il connaît le Proche-Orient à la perfection et, selon Raskol'nikov, il conviendrait parfaitement à cette tâche ». Membre du POSDR depuis 1903, Mdivani faisait partie des comités des principales sections caucasiennes à Kutaisi, Tiflis et Bakou. Exilé de Russie par la police en 1914-1915, il travailla, dit-il dans son autobiographie, comme directeur de garage en Perse. En 1916, il était en Perse sans emploi et, en 1917, il mena une activité révolutionnaire au sein de l'armée (dans le corps de Baratov)¹⁸.

Outre la préparation du départ en mission de Mdivani au Guilan, suite à la proposition de Čičerin adoptée par le *Politbjuro* le 7 juillet, Ordžonikidze fut chargé « d'apporter une aide officieuse au gouvernement soviétique perse ». Dans l'instruction qu'il reçut, il était dit : « Officiellement nous n'aidons pas et nous n'intervenons pas. Il ne doit pas y avoir là-bas ni troupes, ni navires à nous mais nous ne répondons ni de l'Azerbaïdjan indépendant ni des volontaires ni du commerce privé d'armes. Sergo peut donner à l'armée et à la flotte des directives concernant ces questions »¹⁹. Au même moment, à Bakou, un Bureau iranien des organisations

16. RCHIDNI, f. 2, op. 1, d. 24440, ll. 15-16, 24-28 ; f. 532, op. 4, d. 384, ll. 15-16.

17. GARF, f. 5402, op. 1, d. 529, ll. 15-16, 24-28 ; f. 130, op. 4, d. 601, l. 130.

18. *Bol'shevitskoe rukovodstvo...*, op. cit., p. 141 ; RCHIDNI, f. 17, op. 100, d. 14176/137604, l. 5.

communistes (*Iranbjuro*) fut mis en place. Celui-ci avait pour but d'assurer la direction politique de la révolution iranienne et d'organiser les activités des Iraniens résidant en territoire russe et azerbaïdjanais. On trouvait parmi ses membres : B. Mdivani et N. Narimanov du *Kavbjuro* du CC du PCR(b), V. Lominadze et A. Mikojan du CC du Parti communiste d'Azerbaïdjan et M. Alikhanov du CC du PCI (par un télégramme de Rasht du 14 juillet, ce dernier fut, pour la forme, remplacé par D. Bonyat-Zade et K. Aqa-Zade).

Membre de ce nouvel état-major de Bakou, Mdivani partit pour le Guilan, muni de la résolution de l'*Iranbjuro* « sur les objectifs de notre parti en Perse ». Les principales dispositions de cette résolution annulaient la décision du congrès du PCI. Elles affirmaient, en effet, que le mouvement de libération nationale ne pouvait prendre appui que sur la paysannerie et la petite-bourgeoisie « mais pas sur les classes possédantes ». Tout en donnant l'ordre de renforcer et de soutenir, par tous les moyens, les aspirations des paysans à la destruction totale de la grande propriété et leur volonté de s'approprier la terre, l'*Iranbjuro* recommanda au parti de ne tolérer « aucune limite ni altération » à la propagande des fondements du programme communiste. Par ailleurs, il montra un mépris appuyé envers Koutchek Khan. Il estimait que « le soutien du PCI aux dirigeants du mouvement perse ne devait être que provisoire et que l'attitude tolérante à leur égard devait servir à paralyser progressivement leur autorité et à renforcer l'influence du parti sur les masses populaires qui les suivaient ». D'après la résolution, cet objectif n'était réalisable « que si l'aide à la révolution iranienne était assurée uniquement par des organisations communistes »²⁰.

Plus tard, pour se justifier, Abukov avança qu'avant le 9 juillet, c'est-à-dire avant l'arrivée de Mdivani, les relations avec le *Sovnarkom* du Guilan « étaient supportables dans la mesure où le parti prêtait tout son concours à ce gouvernement en présentant Koutchek Khan comme un héros national de la Perse ». Néanmoins, après avoir reçu les instructions de l'*Iranbjuro*, le « CC envoya ses agitateurs dans les campagnes, cessa de prononcer des toasts à la santé de Koutchek Khan et se mit à présenter le programme communiste dans sa totalité ». À la suite de quoi, à Rasht et à Anzali, des slogans antireligieux et des appels à confisquer les terres aux propriétaires terriens, à exproprier la bourgeoisie et à réprimer les mollahs firent à nouveau leur apparition. À ce propos, d'après les observations de certains, à la suite du départ de Sultanzade pour Moscou en juillet, les « chefs » du PCI se trouvaient être en fait : le membre coopté du CC, le Kabarde Batyrbek Abukov et son épouse lettone, la secrétaire du CC Mil'da Bulle, les Azerbaïdjanais Kamran Aqa-Zade et Djafar Djavad-Zade et le Russe Konstantin Tomaševskij. Ce dernier, membre de la Section politique (*Politotdel*) de la flotte, avait été condamné par le tribunal militaire à une peine avec sursis pour « ivresse à Bakou ». Pour cette raison, et pour la forme, il avait été exclu du Comité central²¹.

19. RCHIDNI, f. 17, op. 3, d. 94, l. 1 ; f. 64, op. 1, d. 17, l. 89.

20. RCHIDNI, f. 454, op. 1, d. 4, p. 77 ; f. 17, op. 84, d. 103, p. 15.

21. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 16, p. 12 ; f. 2, op. 1, d. 2440, p. 47.

Il n'est pas sans intérêt de noter que le 30 juin encore, dans une lettre à Krestinskij, Abukov démontrait à Moscou que Koutchek Khan ne pouvait s'appuyer uniquement sur la paysannerie et sur les artisans car « le financement de la révolution était presque entièrement assuré par la bourgeoisie (les négociants) et par les propriétaires terriens. Leur passage dans le camp adverse risquait non seulement de freiner le mouvement révolutionnaire en Perse mais aussi de mettre en question son existence ». Abukov avait rappelé la décision du congrès de « s'abstenir provisoirement de l'utilisation de tout slogan risquant de provoquer des divisions de classe au sein de la population perse qui, pour une bonne partie, s'était unie sous le signe de la lutte pour la libération nationale ». Néanmoins, dès le début, selon le témoignage du président de la commission historique du CC du PCI, V.V. Murzakov, l'écrasante majorité des militants soviétiques au Guilan n'accepta qu'avec difficulté l'idée d'une alliance avec le gouvernement de Koutchek Khan. Selon eux, à Rasht, on n'avait fait que remplacer un gouverneur par un autre et la révolution perse s'était enlisée dans de « la vase petite-bourgeoise et ne manifestait pas le désir d'aller plus avant dans la masse populaire ».

Dès le 10 juillet, sous la pression de l'autoritaire Mdivani, le CC du PCI adopta une résolution secrète, véritablement fatale pour la Perse : 1) écarter Koutchek Khan et son gouvernement qui ne sont plus les chefs du mouvement de libération nationale ; 2) ajouter au slogan de libération nationale des mots d'ordre de nature sociale : « Pas un kilo de riz aux *arbabs* (les propriétaires terriens) ! » et « La terre au peuple ! » ; 3) former un nouveau gouvernement à partir d'éléments révolutionnaires, d'anciens partisans de Mirza Koutchek, de communistes isolés et lui donner le nom de « Comité national pour la libération de la Perse »²². Pour la réalisation du plan des conjurés, il suffisait de trouver, parmi les *djangali*, un chef populaire connu de la population et qui fût fidèle aux communistes. La candidature du commandant en chef de la l'Armée perse (*Persarmija*), l'ancien terroriste Ehsanollah, correspondait parfaitement à ces critères. Sultanzade déclara plus tard :

« Le parti misa dès le début sur Ehsan. Nous étions en très bonne relation avec lui. Avant le congrès, lorsque l'on m'a parlé d'Ehsan, j'ai soulevé la question de rompre avec Koutchek Khan et de transmettre tout le pouvoir à Ehsan car, durant cette période, il nous suivait sur de nombreuses questions, telles que l'organisation du pouvoir soviétique, les syndicats, etc. En étant de notre côté, il nous a permis d'organiser les masses or c'est ce qui compte lors de la première étape de la révolution, lorsque la bourgeoisie et le parti communiste marchent ensemble [...]. Nous n'avons jamais eu ce soutien de la part de Koutchek Khan et notre coalition avec Ehsan nous était fort utile. Ehsan, bien que prévenu de ce que représentait Koutchek Khan à ce moment-là, n'a pas agi directement contre lui. Il lui a même fait quelques concessions. Un jour, il était pour Koutchek, un jour, contre lui. Là, il a fallu agir avec fermeté. »

22. RCHIDNI, f. 17, op. 84, d. 103, ll. 9-10 ; f. 495, op. 90, d. 16, l. 13 ; RGVA, f. 157, op. 8, d. 8, l. 4.

En exigeant l'arrêt de tout « flirt » avec Koutchek, Sultanzade proposa aussi de renverser son gouvernement, mais toutes les organisations de Bakou, avec à leur tête N. Narimanov, président du Comité révolutionnaire d'Azerbaïdjan, s'y seraient opposées.

« Narimanov – se souvint Sultanzade – me fit venir chez lui et tenta plusieurs heures de me convaincre qu'il fallait soutenir Koutchek Khan. Lorsque, à la fin, je lui répondis que je ne le ferai pas, il dit alors de moi : "Il est jeune, fougueux et il ne comprend pas ce qu'est la révolution". Je soulevai la question au CC du PC d'Azerbaïdjan. Karaev fit une intervention remarquable [...] Il affirma alors qu'il fallait soutenir Koutchek car c'était un vrai chef. Notre proposition fut rejetée. Finalement, on discuta de cette question à notre *Politbjuro* du CC du PCI. Il fut décidé que je serais envoyé à Moscou sous un prétexte quelconque car, sinon, les camarades de Bakou ne me laissaient pas partir. »

Le chef de la section politique des « troupes volontaires » de la *Persarmija*, V.A. Tronin, se fit l'écho de Sultanzade :

« On avait tout misé sur Ehsanollah Khan. Lorsque le CC du Parti communiste iranien adopta la résolution de rupture avec Koutchek Khan, le 10 juillet, il était trop tard. De plus, il était clair que nous étions entourés d'agents de Koutchek Khan. L'esprit de conspiration était terrible chez nous. Quand quelque chose n'allait pas, une des militantes [Bulle], s'évanouissait, devenait hystérique. Alors, la secrétaire du CC du parti bondissait de sa place, Abukov courait à sa suite ! Tous essayaient de la calmer. Il y avait des pleurs et des cris ! Voilà pourquoi Koutchek Khan était au courant de tout ce qui se passait chez nous. Combien de soirées suis-je resté accroupi avec Ehsanollah Khan à comploter contre Koutchek Khan. Le moment vint où je pus dire à Abukov et aux autres qu'il existait des gens dynamiques à l'esprit révolutionnaire, qu'il existait une personnalité pouvant jouer un rôle important dans la révolution. Mais ils étaient dans une autre disposition d'esprit [...]. »²³

Ne pouvant être sûr de disposer de forces suffisantes pour le coup d'État et du soutien de la population du Guilan, Abukov n'avait nullement l'intention de forcer les événements. Néanmoins, le 13 juillet, le CC entendit « l'exposé du camarade Tronin à propos de l'organisation d'un groupe révolutionnaire favorable au PCI et qui se montrait prêt à entrer en relation avec le CC afin d'élaborer une politique commune en Perse ». Tronin fut chargé de poursuivre les négociations avec Ehsanollah et, dès l'après-midi, la demande d'adhésion au PCI des *djangali* de gauche fut présentée. Toutefois, selon les dires d'Abukov, le CC accueillit cette initiative avec une extrême prudence. Apparemment réticent à révéler ses plans à l'avance, il proposa à Tronin de faire savoir à Ehsanollah qu'il pouvait adhérer au PCI « mais seulement sous la condition d'une soumission totale à la discipline du parti qui, à l'heure actuelle, soutient entièrement Mirza Koutchek ». Mais, comme le remarqua

23. RCHIDNI, f. 532, op. 4, d. 384, ll. 17-18, 22.

Murzakov, « mi-juillet, l'atmosphère s'était tellement alourdie que l'idée d'un coup d'État était devenue évidente, voire nécessaire, pour tous »²⁴.

Au même moment, le gouvernement républicain se trouva assailli par de multiples députations exigeant de Koutchek Khan qu'il interdise la propagande malfaisante des communistes. La population devint encore plus agitée. En effet, des marchands de retour de Bakou, effrayant les habitants de Rasht par des récits sur ce qu'ils avaient subi dans l'Azerbaïdjan bolchevik, supplièrent Koutchek de sauver leurs biens réquisitionnés. Après avoir fermé leurs boutiques et leurs comptoirs, les marchands, bouleversés, commencèrent à se rassembler dans les mosquées. Ils y discutaient, avec véhémence, de leur situation peu enviable et ils maudissaient furieusement les communistes sans foi qui les avaient ruinés. Abukov raconte qu'au cours de ses conversations avec Koutchek Khan, celui-ci « revenait quasiment chaque jour sur la nécessité de restituer aux négociants perses les marchandises réquisitionnées en Azerbaïdjan ». Il montrait comment le marchand le plus modeste pouvait être un très bon propagandiste des idées de libération à condition que ses intérêts privés ne soient pas touchés, ceci du moins jusqu'à la conquête de Téhéran et la convocation du nouveau *madjles*. Les marchands dépouillés à Bakou devinrent, de retour chez eux, des derviches aigris. Ils ne cessèrent de raconter, en choisissant les termes les plus frappants, les méthodes utilisées par les bolcheviks pour « libérer » la Perse.

Pour appréhender l'état d'esprit de Koutchek durant ces journées, on peut citer comme caractéristique sa conduite au cours d'une réunion de gens aisés du Guilan qui rassembla plus de cinq mille personnes, « on versait, comme dit Abukov, des larmes de crocodile » sur les exactions auxquelles se livraient les bolcheviks contre les Perses à Bakou. Le chargé provisoire des affaires de la RSFSR au Guilan, M. Israfilov, raconta :

« Une des mosquées de Rasht, que j'ai visitée, était bondée de marchands et de *djangali* armés faisant partie des troupes de Mirza Koutchek Khan. Après avoir présenté leurs exigences point par point, les meneurs des marchands demandèrent à Mirza Koutchek Khan de promettre solennellement de garantir l'inviolabilité de leur religion, de leurs logements et de leurs biens. Ils rappelèrent à Mirza Koutchek Khan qu'ils le finançaient, lui et ses troupes, et que, face à un comportement aussi hostile de la part des communistes, ils ne pourraient honorer les trois versements de la somme promise. Après avoir écouté les marchands, Mirza Koutchek tenta de les apaiser et il leur promit d'envoyer des délégués à Bakou pour tirer au clair le problème de la réquisition de leurs marchandises. »²⁵

D'après Mirza Ali-Akbar Nahavandi, envoyé à Bakou en tant que membre de la « mission extraordinaire » du gouvernement républicain, Koutchek disait, pour calmer les participants :

24. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 5, l. 1 ; d. 16, l. 13.

25. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 7, l. 3 ; f. 544, op. 3, d. 44, l. 6 ; f. 454, op. 1, d. 2, l. 70.

« Nos camarades communistes n'ont pas du tout l'intention d'agir contre vos convictions religieuses, ni contre vos artisans ou vos commerces. Ils ne sont pas régulièrement informés de l'état de l'opinion en Perse. Nous leur ferons comprendre que la Perse n'est pas la Russie, que la révolution communiste est sans fondement ici et qu'elle ne peut aller de pair avec la révolution nationale. »

Aux communistes, Koutchek rappelait que seuls les citadins, artisans et commerçants, soutenaient en Perse le mouvement de libération :

« Si nous les excitons contre nous, plus aucun Persan ne sera solidaire de nous. Les paysans sont fanatiques et ignorants. Ils sont loin de la révolution et ils sont dénués de l'esprit de libération. Ce sont des nomades farouches qui n'obéissent qu'à leurs khans. Le gouvernement du shah est contre nous, de même que les mollahs et les religieux. De plus, les Anglais aident nos ennemis par tous les moyens. Les citadins sont la seule catégorie de la population qui nous soit favorable et qui soit capable de nous aider. S'ils se mettent contre nous, la révolution sera perdue. »²⁶

Dans un message naïf et confus adressé à Lenin, le chef des *djangali* témoignait de son désir sincère de participer activement « au prompt succès des idées du communisme sur la base de l'égalité » d'une part et à la proclamation « dans tous les pays du monde de la voie légitime de l'Internationale » d'autre part. Mais, ajoutait Koutchek, « la révolution mondiale ne peut s'accomplir selon une voie unique » et il faut tenir compte des conditions particulières de la Perse. Hélas, Koutchek Khan ne parvint pas à obtenir de la Russie soviétique la reconnaissance officielle de son gouvernement. De même, il ne put ni recevoir l'aide financière promise (ne serait-ce que le transfert sous le contrôle de la République des biens des anciennes concessions russes du Guilan), ni récupérer les marchandises perses confisquées à Bakou... Cependant les effectifs des troupes soviétiques à Rasht et à Anzali ne cessaient d'augmenter. Quant à Kožanov, qui avait la confiance de Koutchek et qui, à son tour, parlait de Koutchek comme « d'un homme à la recherche de la justice », il reçut l'ordre de Mdivani de partir rapidement pour Bakou. Soi-disant, « il n'était pas du tout à la hauteur de sa fonction, ses positions politiques étaient fausses et ses relations avec le Parti communiste iranien étaient tendues. Aussi, le Comité central de ce dernier exigeait officiellement sa destitution »²⁷.

Bien qu'on ait proposé à Kožanov de quitter immédiatement la Perse sans même prévenir ni le gouvernement ni le *Revvoensovet*, Koutchek Khan fut mis au courant de ce rappel. Il envoya auprès de Mdivani, à Anzali, deux de ses compagnons d'arme, Houchang (K. Ja. Gauk) et M. S. Mozaffar-Zade, afin de le faire revenir sur sa décision. Mais, réveillé en pleine nuit et furieux qu'on l'ait ainsi tiré du lit, Mdivani « confirma de manière très grossière que la demande du camarade Mirza Koutchek concernant le camarade Kožanov ne pouvait, en aucun cas, être satisfaite et que ce dernier risquait une condamnation d'après les lois en vigueur en temps de

26. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 15, ll. 77-78.

27. RCHIDNI, f. 85, op. 8, d. 23, ll. 120-122 ; op. S, d. 33, l. 7 ; f. 64, op. 1, d. 17, l. 122.

guerre ». Lorsque Mozaffar-Zade l'avertit que Kožanov avait adopté la citoyenneté perse et qu'il était entré au *Revvoensovet* de Perse avec « l'accord du camarade Trockij », Mdivani, ignorant probablement la décision du *Politbjuro* du CC du PCR(b), objecta d'un ton courroucé « que le camarade Trockij n'avait pas le droit de donner son accord ». Mozaffar-Zade répondit de façon prophétique :

« Aujourd'hui vous refusez de reconnaître votre supérieur direct, le chef de l'Armée rouge populaire, le camarade Trockij, celui qui dispose de la confiance et du respect du prolétariat du monde entier mais, demain, il se peut tout à fait qu'une nouvelle personnalité apparaisse et qu'elle déclare que vous, camarade Mdivani, vous n'aviez pas le droit de parler ainsi avec le gouvernement perse ! »

Mais le membre de l'*Iranbjuro*, rapporta Mozaffar-Zade, se mit encore plus en colère :

« Je vous parle au nom du parti communiste et – dit-il en se frappant avec acharnement la main gauche piquée par une mouche – on arrêtera les camarades Trockij et Lenin et on ne se gênera pas avec vous. On tirera, on vous écrasera, on vous combattrà si vous refusez d'exécuter nos ordres ! Je suis indigné que vous me réveilliez à trois heures du matin avec de telles questions et je vous fais une très grande faveur de continuer à parler avec vous. »

Apprenant que Mdivani, sur le départ pour Bakou, avait refusé catégoriquement de laisser Kožanov en Perse, Koutchek, affligé, proféra amèrement : « Mais avec qui vais-je collaborer ? » Comme Mozaffar et Houchang, membres de la « mission extraordinaire » du gouvernement républicain à Moscou, le rapportèrent plus tard, Abukov, enthousiasmé par le rappel de Kožanov, « montra un manque de tact sans précédent. Dès le lendemain, il fit irruption au *Revvoensovet* et prit part aux réunions comme un membre à part entière. Il annulait toutes les décisions qui ne lui plaisaient pas, ajoutant que, sans sa signature, aucun ordre n'était valide ». Koutchek, ayant tenté de garder son sang-froid, ne put se retenir le lendemain et, dans un moment de colère, il quitta la salle en lâchant : « Travaillez seuls si vous ne voulez pas de mes conseils ».

Les marins, furieux du rappel de Kožanov, avaient refusé, le 18 juillet, de combattre près de Mandjil et avaient exigé d'être renvoyés en Russie. Après avoir liquidé pacifiquement la révolte, Abukov, enivré par sa victoire, apparut au *Revvoensovet* où, à l'insu de Koutchek, il se mit à donner des ordres et à envoyer des télégrammes. « D'autres actions semblables d'Abukov – dit le rapport de la "mission extraordinaire" – incitèrent Mirza Koutchek à donner l'ordre au commandant en chef de transmettre au camarade Abukov, d'une part, qu'il n'était pas membre du *Revvoensovet* et, d'autre part, qu'il était prié de ne pas assister aux réunions. Après avoir reçu une copie de cet ordre, Abukov répondit, avec un sourire ironique, que, de toute façon, il serait toujours membre du *Revvoensovet* ». Toutefois, il devenait quasiment impossible d'entreprendre quoi que ce soit sans son assentiment. Par exemple, le commandant en chef avait essayé, pour les besoins de l'armée, d'obtenir de l'essence avec des bons validés par le chef d'état-major et il

essuya un refus avec le commentaire suivant : « de tels bons doivent être confirmés par le camarade Abukov ». En outre, K. Aqa-Zade, entré au *Revvoensovet* avec l'accord de Koutchek Khan à la suite du congrès du parti à Anzali, fut contraint par Abukov de veiller à ce que toute la correspondance avec Bakou fût directement transmise au CC du PCI. Désormais, tous les ordres devaient être émis de là²⁸.

Chaque jour, Koutchek Khan était impitoyablement atteint dans son amour propre. Dès le 19 juillet, il dit ouvertement au délégué du *Revvoensovet* de la 1^{re} Armée du front turc, G. S. Fridljand, que « l'entrée des troupes russes en Perse constituait une violation du caractère national de la révolution perse ». Il se plaignait amèrement du manque de tact dont faisaient preuve les autorités de Bakou, comme du non-respect « de la clause principale de l'accord qui stipulait que les citoyens perses étaient protégés en Azerbaïdjan de toute réquisition ou confiscation, etc. » Koutchek ne comprenait pas non plus pourquoi toute l'aide en provenance de Russie passait par le CC du PCI. Celui-ci « dans les faits agissait comme un dictateur vis-à-vis du peuple perse » et, par sa politique injuste, il avait réussi à refroidir ses ardeurs révolutionnaires. Les quelque quarante personnes dont dispose le PCI, s'indignait Koutchek, « pourront-elles contrôler le destin de la Perse, centre de la libération de l'Orient ? »

« Pour Koutchek Khan – affirma plus tard Abukov – il devenait évident de jour en jour qu'il lui fallait soit rompre avec les marchands et rester avec les bolcheviks (mais il ne pouvait se résoudre à cela, d'autant plus que son gouvernement n'était pas reconnu), soit, en restant avec les marchands, rompre avec les bolcheviks et leurs unités rouges. »

Pour Abukov, Koutchek devait inévitablement quitter la scène, car il avait fait sienne une mission impossible qui était « de proclamer la république socialiste tout en continuant à s'appuyer sur les marchands ». La résolution prise par l'*Iranbjuro* et les événements qui suivirent ne firent qu'accélérer le dénouement. Toutefois, fondant encore son espoir sur la sagesse de Moscou et refusant d'être à l'origine d'une exacerbation du conflit et de la souffrance de nombreux innocents, Koutchek Khan ne trouva rien de mieux à faire que de quitter provisoirement le pouvoir pour retourner dans son *djangal* natal. Il comptait y rester « jusqu'à ce que les relations avec le frère russe deviennent normales ». « S'il n'était pas parti de lui-même, fit remarquer cyniquement Fridljand, il aurait fallu l'écarter, l'abattre politiquement en tant que chef-révolutionnaire perse auto-proclamé. Et, au cas où il ne se serait pas calmé, l'abattre physiquement »²⁹.

La formation d'un nouveau gouvernement à Téhéran influença indéniablement la décision de Koutchek Khan de quitter Rasht. Les membres de ce gouvernement étaient connus pour leurs sentiments anti-britanniques et son chef, Mochir-al-Doleh, était particulièrement populaire parmi les nationalistes perses. Reprenant la

28. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 15, ll. 22-25.

29. RGVA, f. 157, op. 8, d. 8, ll. 1, 18 ; RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 7, l. 2.

politique traditionnelle d' « équilibre » entre la Grande-Bretagne et la Russie, le premier ministre annonça que le fameux accord anglo-pers de 1919 était suspendu jusqu'à sa ratification par le *madjles*. Il entreprit aussi de renouer des relations diplomatiques avec Moscou. Il y envoya un ambassadeur afin de discuter de la signature d'une entente cordiale. Dans une déclaration publiée le 14 juillet, le chef du gouvernement fit l'annonce suivante :

« Le gouvernement cherche à tout prix à éviter une effusion de sang résultant d'une guerre civile. Il souhaite aussi panser les plaies infligées au malheureux peuple ces dernières années en particulier durant la guerre mondiale. Aussi, pour éviter tout malentendu, a-t-il décidé d'entamer des négociations avec les responsables des états riverains de la Caspienne et, dans ce but, de limiter ses opérations militaires à la stricte défense. »

L'émissaire du gouvernement envoyé au Guilan, Sardar Fakher, fut reçu par Koutchek Khan dès son arrivée à Rasht. Dans un entretien publié le 9 août par le journal de la capitale *L'Iran*, il rapporta que, durant sa conversation avec Koutchek, il avait prié celui-ci de montrer sa soumission à Téhéran et de s'abstenir de toute action hostile qui contredirait les orientations des nationalistes perses et qui ferait obstacle aux réformes prévues par le cabinet. Les *djangali* de gauche, avec Ehsanollah à leur tête, montrant une opposition catégorique à toute négociation avec le gouvernement du shah, Koutchek Khan leur annonça, poursuit Fakher, que, dans ces conditions, il partait pour le *djangal* et refusait de revenir à Rasht « tant que les communistes restaient sur place et menaient leur propagande ». Le même jour, le 19 juillet, il quitta la ville...³⁰

En commentant la décision du chef des *djangali* de s'écarter du pouvoir, Israfilov, curieusement, le disculpa : « Effectivement Mirza Koutchek n'avait rien d'autre à faire que de quitter Rasht et de se retirer dans les forêts. J'estime qu'il fut contraint au départ par la tactique menée par le CC du PCI, c'est-à-dire par Abukov, sachant que Mirza Koutchek avait perdu le soutien moral et matériel de la bourgeoisie [...]. Abandonné de ses partisans, Mirza Koutchek a dû renoncer à une activité révolutionnaire commune avec le CC du PCI ». Plus tard, Ordžonikidze exprima un point de vue analogue. Pour lui, la scission au sein du mouvement de libération nationale résultait, d'une part, des actions dirigées contre Koutchek par le CC du PCI (pas un mot sur le rôle de l'*Iranbjuro*) qui croyait qu'en Perse une révolution socialiste était en cours et, d'autre part, de la confiscation des marchandises des commerçants perses à Bakou. Enfin, « l'impossibilité d'assurer à temps à Koutchek Khan, et ceci pour de multiples raisons, une aide matérielle expliquait également cette rupture »³¹.

Perturbés par le départ inattendu de Koutchek, les conspirateurs crurent que le chef du gouvernement avait été mis au courant de la préparation de leur coup d'État

30. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 18, ll. 90-91, 114.

31. RCHIDNI, f. 454, op. 1, d. 2, l. 70 ; *Sovetskij Kavkaz*, 1, 1921, p. 13.

et qu'il préparait des contre-mesures. C'est pourquoi, le 20 juillet, le CC du PCI et l'état-major de la *Persarmija* – pour reprendre le récit de Tronin – « ramassèrent leurs affaires et marchèrent sur Anzali. C'était un moment d'anarchie. Koutchek était parti et il n'y avait pas encore de nouveau pouvoir. Les rumeurs disaient qu'aujourd'hui ou demain on serait écrasés... » Les membres du CC, paniqués, envoyèrent depuis Anzali un télégramme à Bakou informant des changements dans la situation politique en Perse. Des mesures énergiques étaient indispensables ; comme l'était l'arrivée dans les plus brefs délais de Mdivani, Mikojan et, dans la mesure du possible, des autres membres de l'*Iranbjuro* ainsi que d'un membre du *Revvoensovet* de la 11^e Armée. « Si dans les deux ou trois prochains jours vous ne venez pas, nous agirons seuls le jour dit »³².

Ne sachant pas encore ce qui s'était passé, Mdivani, au cours de la réunion de l'*Iranbjuro* du 20 juillet à laquelle participaient Alikhanov, Lominadze, Mikojan et Narimanov, fit un exposé sur la situation au Guilan. Il montra que la révolution perse était incapable de se développer par elle-même mais aussi de garder ses conquêtes. Selon lui, les masses n'étaient pas encore impliquées dans le combat alors que les classes possédantes se montraient « hésitantes, compromises et effrayées par la révolution ». En outre, les forces armées de Koutchek Khan étaient peu aguerries et numériquement faibles. La *Persarmija* témoignait d'un esprit franc-tireur et le détachement de marins était quasiment désagrégé. Malgré tout, Mdivani restait optimiste et espérait toujours qu'après les premières victoires sur les Anglais, les paysans croiraient en leurs propres forces et qu'ils sentiraient l'appel de la terre. Alors, la révolution disposerait d'une base sociale. Par ailleurs, Mdivani démontra que le parti communiste iranien devait se mettre le plus vite possible à la tête du mouvement : « Si Mirza ne devient pas une figure révolutionnaire importante, laissait souvent entendre Mdivani, il faudra l'écarter. Il est très probable que le besoin s'en fasse sentir très prochainement »³³.

Un article d'un certain « M » (il s'agissait probablement de Mdivani), intitulé « Les conditions de la révolution perse » et publié les 21 et 22 juillet dans le journal de Bakou *Kommunist*, témoigne que d'importants événements politiques se préparaient au Guilan. L'auteur prévenait que le passage en Perse de la lutte nationale à la lutte des classes était inévitable et qu'il se produirait dans un avenir très proche. Il affirmait aussi que, avec l'apparition dans l'empire du shah des mouvements paysans et ouvriers, « la contre-révolution interne fusionnera avec la contre-révolution externe. Les classes possédantes (les propriétaires terriens, les riches marchands et les grands mollahs) se jetteront dans les bras du shah et des Anglais et ils oublieront leurs aspirations nationales au profit de leurs intérêts de classe ». Aussi, plus tôt commencera la lutte contre les classes possédantes, mieux ce sera, car

« les éléments nationalistes actuellement majoritaires dans la révolution renferment en eux les germes de la future contre-révolution interne. Ils se feront

32. RCHIDNI, f. 532, op. 4, d. 384, l. 22 ; f. 64, op. 1, d. 17, l. 107.

33. RCHIDNI, f. 454, op. 1, d. 1, ll. 9-10.

bientôt les remparts de l'impérialisme anglais [...]. Il faut, le plus vite possible, que ces éléments qui jouent actuellement un rôle dirigeant soient mis hors d'état de nuire et soient remplacés. Il faut se dépêcher de prendre la tête du mouvement révolutionnaire en Perse, le consolider et lui donner une base sociale. Tel est l'objectif urgent du Parti communiste iranien. Alors seulement, un coup mortel sera asséné à l'impérialisme anglais et les fondements d'un Iran soviétique seront posés ! »

Bien que retiré à Fumen (petite ville située à une vingtaine de verstes au nord-ouest de Rasht), Koutchek Khan envoya à Moscou et à Bakou des « missions extraordinaires » du *Sovnarkom* perse. Celles-ci étaient chargées de transmettre un message à Lenin.

« Nous avons fait un premier pas pour la libération du joug séculaire – expliquait Koutchek – mais le danger nous guette d'un autre côté. Si nous n'empêchons pas les étrangers de s'immiscer contre notre volonté dans nos affaires intérieures et extérieures, cette première étape n'aurait aucune valeur pour nous car, en effet, après avoir rejeté une première domination étrangère, nous tomberions sous la domination d'une autre puissance. C'est pourquoi j'ai quitté Rasht et je me suis retiré dans la forêt, dans le lieu où je me trouvais auparavant. »

Koutchek annonça qu'il reviendrait en ville seulement si le gouvernement de la RSFSR répondait favorablement à ses demandes, c'est-à-dire : la reconnaissance officielle par Moscou de la République perse et la non-ingérence de Bakou dans ses affaires intérieures, la protection des droits et des biens des citoyens perses en Azerbaïdjan, le changement de la politique de la direction du PCI et le rappel d'Abukov et, enfin, le retour de Kožanov à Rasht³⁴.

Espérant obtenir de Lenin une réponse favorable, Koutchek ignore la lettre que les responsables du PCI lui envoyèrent par coursier à Fumen le 25 juillet. Ils s'y plaignaient, hypocritement, de la détérioration de leurs relations avec le chef du Guilan.

« Le gouvernement – disait-on dans la lettre – a adopté une série de mesures compromettant la bonne marche de notre collaboration. Par exemple, vous avez donné l'ordre de révoquer du *Revvoensovet* le camarade Abukov, membre du CC. Vous justifiez cette décision par les conséquences néfastes de son ingérence. Etant donné que le camarade Abukov n'agit que sous les ordres des partis iranien et russe, cela signifie donc pour vous que l'action du parti ne conduit pas à la libération du peuple perse. Le *Revvoensovet* prend des décisions importantes à l'insu du président du CC. Vous négociez avec divers groupes politiques, sans même prévenir le parti. »

Reprochant au gouvernement d'agir contre les agents de propagande et d'avoir mis en place un institut des commissaires politique au sein de la *Persarmija*, le CC du PCI feignait d'assurer à Koutchek que « le parti obéissait toujours aux trois

34. RCHIDNI, f. 544, op. 3, d. 93, ll. 42-44.

slogans ». Il appelait ce dernier à éliminer les conflits « résultants d'un malentendu malheureux »³⁵.

Ehsanollah et son compagnon, le Kurde Khalou Qorban, ayant également appelé Koutchek Khan à revenir à Rasht, refusèrent à leur tour sa proposition d'une rencontre à sept verstes de la ville. Au demeurant, le chef *djangali* ne prenant aucune mesure contre les conspirateurs, ceux-ci virent disparaître leur frayeur et cessèrent même de masquer leurs intentions. Ainsi, le 23 juillet, l'instructeur militaire, V. Klausman, se présenta sur le navire et annonça aux membres de la « mission extraordinaire », qui étaient sur le départ, que le comité du parti lui avait donné l'ordre d'arrêter le chef de la garnison d'Anzali (un partisan de Koutchek Khan). Lorsqu'on lui demanda s'il mesurait les conséquences d'un tel acte, il répondit calmement : « Je sais, la rupture de toutes les relations et l'ouverture des hostilités ». Néanmoins, le CC du PCI hésitait à agir de lui-même et, d'après le témoignage d'Abukov, « il envoya encore à Bakou trois télégrammes ainsi qu'un de ses membres, le camarade Tomaševskij ».

En réponse à la dépêche d'Abukov du 24 juillet qui demandait l'envoi immédiat de la canonnière *Lenin* à Anzali, le chef d'état-major de la 11^e Armée, A. K. Remezov, prit la résolution suivante : « Demander immédiatement par téléphone au chef de la flotte de préparer la canonnière *Kars* ou *Ardagan* [nom initial des canonnières *Lenin* et *Trockij* – V. G.] à partir pour Anzali avec 200 hommes de troupes de débarquement et les mettre à la disposition de Mikojan »³⁶.

Entre-temps, Sultanzade, qui comptait fermement sur l'aval du CC du PCR(b) pour la mise en route de la réforme agraire en Perse et pour le renversement du gouvernement de Koutchek Khan, se trouvait depuis longtemps déjà à Moscou, où se tenait le second congrès du Komintern. Prenant la parole le 28 juillet, lors d'une discussion consacrée aux questions nationales et coloniales, Sultanzade soutint que l'appui des communistes aux mouvements démocratico-bourgeois n'était possible que dans les pays où ceux-ci étaient embryonnaires. « Là où, souligna-t-il, notre expérience remonte à plus de dix ans ou, comme c'est le cas en Perse, là où la démocratie bourgeoise constitue le fondement du pouvoir, cette tactique ne peut que précipiter les masses dans les bras de la contre-révolution. Dans ce cas, il s'agit de créer et de soutenir un mouvement purement communiste qui contrebalancerait les tendances démocratico-bourgeoises ». Au cours d'une soirée consacrée au quinzième anniversaire de la révolution du Guilan, Sultanzade raconta :

« Lenin me connaissait avant même que je ne lui demande conseil. Je lui expliquai notre situation et lui demandai ce qu'il en pensait. Lenin réagit avec beaucoup de sérieux. Il déclara que, n'étant pas informé des affaires d'Orient, il réunirait un conseil avec la participation des personnes suivantes, par exemple les camarades Stalin, Ordžonikidze, Stasova, Pavlovič, Radek et Čičerin. Hoseinov [commissaire du peuple aux Affaires étrangères d'Azerbaïdjan]

35. RGVA, f. 157, op. 8, d. 7, l. 8.

36. RGVA, f. 195, op. 3, d. 261, l. 60 ; RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 15, l. 25 ; d. 7, l. 3

représentait Narimanov. Je fis mon exposé. Ordžonikidze se prononça contre. Il dit que toucher maintenant aux propriétaires, ce serait répéter, en deux fois pire, les événements de Gjandze [soulèvement antibolchevik en Azerbaïdjan – V. G.], c'est pourquoi il était hors de question de toucher aux propriétaires. Lenin considéra que notre point de vue était juste et qu'il était ridicule de se passer de révolution agraire dans un pays arriéré. Il dit que la révolution se fait toujours au détriment d'une classe ou d'une autre. J'envoyai en Perse un message disant que nous pouvions agir. »³⁷

Un autre membre de ce conseil, M. P. Pavlovič, témoigna que « Radek, Zinov'ev et Lenin soutenaient la ligne de Sultanzade alors que Ordžonikidze et Stalin [ce dernier était absent de la réunion – V. G.] y étaient opposés et estimaient que la lutte contre les propriétaires de Perse était prématurée ».

Pour être objectif, remarquons que M. D. Hoseinov a démenti, dans ses mémoires inédits sur Ordžonikidze datés d'octobre 1936, l'affirmation selon laquelle Lenin aurait, soi-disant, soutenu vigoureusement les positions de la « gauche » du CC du PCI. Il écrit à ce propos :

« Participaient à la réunion : Vladimir Il'ič, Čičerin, Sultanzade, Stasova, Sergo, moi-même et encore trois ou quatre personnes. Lors de notre discussion sur la Perse et sur la tactique à adopter, Sultanzade soutint que nous devons agir fermement et envoyer le plus possible de troupes, qu'il était facile de prendre Téhéran, que la population attendait avec impatience, soi-disant, l'apparition de l'Armée rouge et qu'elle se soulèverait immédiatement, etc. En réponse, Sergo fit une critique du tableau dressé par Sultanzade sur l'état de la Perse. À partir de données effectives sur le Guilan, il montra le caractère erroné des conclusions du camarade Sultanzade. Ensuite, Sergo se mit à expliquer que la politique menée en Perse par le *Kavbjuro* du Comité central était la bonne. Après Sergo, j'intervins et, poursuivant sa pensée, je critiquai aussi les arguments du camarade Sultanzade. Entre autre, je déclarai qu'il ne connaissait pas la Perse [...]. Ensuite, je me réfèrai à nos difficultés en Azerbaïdjan, notamment au refus des paysans de s'emparer des terres du fait de leur abêtissement et de leur manque de confiance dans la victoire de la révolution. En gros, Sergo et moi-même soutenions la thèse du mouvement de libération nationale en Perse. D'après nous, le socialisme ne devait pas en être l'objectif. Après un bref échange d'opinions, Lenin approuva définitivement la tactique du *Kavbjuro* du CC. D'emblée, le camarade Sergo proposa au camarade Pavlovič d'élaborer, dans le cadre d'une commission à laquelle nous devons participer tous les trois, un projet de résolution du CC sur la Perse [...]. Je n'oublierai jamais comment Vladimir Il'ič arracha un bout de papier blanc (c'était la marge du journal qui se trouvait devant lui sur la table) et, avec un crayon, écrivit sur cette feuille ses directives pour la commission suivant la ligne du camarade Sergo et la fit passer au camarade Pavlovič. »³⁸

37. 2-*oj Kongress Kommunističeskogo Internacionala. Stenografičeskie otčety (2^e Congrès de l'Internationale Communiste. Rapports sténographiques)*, Petrograd, 1921, p. 143 ; RCHIDNI, f. 532, op. 4, d. 384, ll. 17-18.

38. RCHIDNI, f. 544, op. 3, d. 2, l. 67 ; f.85, op. 1, d. 94, ll. 108-109.

La directive de Lenin mentionnée par Hoseinov disait : « Charger la commission de rédiger des thèses détaillées sur la politique du PCR et du PCI en Perse en tenant compte en particulier des résolutions du congrès du Parti communiste iranien et du II^e congrès de la III^e Internationale. Soumettre les thèses et le résumé de la résolution du PCI au Comité central du PCR ». Le lendemain de la réunion, Ordžonikidze et Hoseinov quittèrent Moscou et les thèses sur « les objectifs du parti communiste en Perse » furent donc préparées par Sultanzade et par Pavlovič.

Les thèses présentaient l'expulsion des Anglais et le renversement du gouvernement du shah comme « la mission de combat du jour ». Elles proposaient aussi de mettre en place une propagande massive « en vue de la liquidation complète de la propriété privée et du transfert des terres aux paysans » car « la classe des propriétaires ne peut être le support de la révolution, que ce soit dans le combat contre le shah ou, même, contre les Anglais ». La bonne réussite de ces objectifs, dit-on dans le document, « ne peut être assurée que si toute l'aide à la révolution iranienne (en armes, en argent, en hommes) passe par le Parti communiste iranien car il faut donner l'occasion à celui-ci de prendre progressivement la tête de la révolution ». En ce qui concerne l'intégration des travailleurs au mouvement communiste du PCI, on recommanda d'organiser, sans délai, des soviets de députés ouvriers et paysans et de les préparer à la conquête de l'appareil d'État³⁹.

Le contenu des thèses et le fait même que Sultanzade fasse parti du Comité exécutif du Komintern montre bien que les sympathies politiques de Lenin penchaient du côté du chef de « gauche » du PCI. D'ailleurs, ceci n'avait plus tellement d'importance...

« Une série de mesures furent adoptées pour le coup d'État – rapporta Fridljand le 27 juillet au *Revvoensovet* de la 1^{re} Armée – : des négociations étaient en cours avec l'aile gauche du groupe de Koutchek Khan qui avait à sa tête Ehsanollah (membre du *Revvoensovet*) ; des forces d'intervention étaient en train de se former ; la liste d'un « Comité national pour la libération de la Perse » fut établie mais, au moment décisif, le CC et l'aile gauche, non convaincus de leur succès (le compte des forces armées de Koutchek Khan n'avait toujours pas été fait) et craignant des complications sur le front, remirent leur entreprise jusqu'à l'arrivée de Bakou de la brigade perse. »

Un mois et demi plus tard, se souvenant de cette période très critique pour l'avenir de la République, Fridljand écrit :

« Lors des réunions du Comité central du PCI, la question du coup d'État fut discutée à diverses reprises presque tous les jours durant une semaine entière.

39. RCHIDNI, f. 2, op. 1, d. 24440, l. 13 ; GARF, f. 5402, op. 1, d. 28, l. 1. Dans un exposé fait au Congrès du Komintern, à la Commission des questions nationales et coloniales, Lenin déclara : « En tant que communistes, nous devons et nous devons soutenir les mouvements bourgeois de libération dans les pays colonialistes seulement à partir du moment où ces mouvements sont véritablement révolutionnaires, où leurs représentants ne nous empêchent pas d'inculquer l'esprit révolutionnaire à la paysannerie et aux masses exploitées et de les organiser dans cette optique-là. Si ces conditions ne sont pas remplies, les communistes doivent combattre dans ces pays la bourgeoisie réformiste [...]. » V. I. Lenin, *op. cit.*, 1963, 41, pp. 243-244.

Pour de nombreux membres du CC, le renversement de Koutchek Khan signifiait une nouvelle étape de la révolution communiste et l'avènement de la suprématie totale de l'idée du pouvoir soviétique en Perse. Toutefois, le CC, dans son ensemble, adopta l'autre point de vue selon lequel le coup d'État était nécessaire pour le renouveau du mouvement de libération nationale ainsi que pour l'engagement de la paysannerie dans le combat et non pas pour la proclamation de la République communiste. On décida alors que le coup d'État se ferait sous l'égide de l'aile gauche du gouvernement de Koutchek Khan, avec Ehsanollah à sa tête, et non sous celle du parti communiste. Personne ne parlait alors de la prise du pouvoir du parti communiste mais on décida de faire participer à titre individuel des communistes au gouvernement. Il ne pouvait en être autrement dans la mesure où le Parti communiste iranien n'était pas iranien mais turc. La langue persane [persane] en était absente. Aussi, il était ridicule de dire que ce parti pouvait être le parti dirigeant alors qu'il était encore dépourvu de toute base sociale. La situation changea avec l'arrivée des ardents "Azerbaïdjanais" qui étaient les champions du courant de gauche dans le communisme, les camarades Budu Mdivani et Mikojan [...]. »⁴⁰

Effectivement dans la nuit du 28 au 29 juillet, l'*Iranbjuro* informa le commandant du front turc, M. V. Frunze, que, en raison de « l'ambivalence de l'attitude de Koutchek Khan » et « du risque de trahison venant de sa part », Mdivani et Mikojan étaient en route pour Rasht afin d'éclaircir la situation.

« Nous avons fermement décidé de continuer notre action, annonça franchement l'*Iranbjuro*. S'il le faut, nous éliminerons Mirza et nous agirons par nos propres forces sous l'emblème du Parti communiste iranien et nous nous appuyerons essentiellement sur le mouvement paysan [...]. Nos troupes russes et azerbaïdjanaises comptent entre 1 500 et 2 000 hommes. Mirza dispose d'un détachement de 2 000 hommes, mais la plupart de ses hommes sont mécontents de son attitude et, par l'intermédiaire d'Ehsanollah, sont secrètement en contact avec nous. Nous formons d'urgence une Armée rouge iranienne. Au besoin, nous enverrons des troupes de la 11^e Armée. »⁴¹

Le 27 juillet, le convoi *Marija* remorquant la péniche de débarquement *Opyt* entra dans la baie d'Anzali avec encore 800 soldats de l'Armée rouge en provenance de Bakou. Samojlov, le commandant de la canonnière *Lenin*, se souvint qu'après le déchargement qui dura quelques heures, les troupes, disposées en colonnes, se mirent en mouvement en direction de Rasht : « L'escadron de cavalerie partit au galop, la fanfare se mit à jouer, l'infanterie souleva la poussière. Derrière, suivaient les cuisines roulantes et le convoi s'ébranla ». La veille encore, Samojlov, qui commandait par intérim la flotte à Anzali, fut prévenu que les équipages du *Lenin* et du *Trockij* passaient sous les ordres du « délégué extraordinaire de la RSFSR, le camarade M[divani] ». Le commandant fut informé par ce dernier que les relations avec le gouvernement du Guilan s'étaient détériorées du fait de la division de ses membres en deux groupes : le groupe d'Ehsanollah, de gauche, et le groupe purement

40. RGVA, f. 157, op. 8, d. 8, ll. 4, 16.

41. RCHIDNI, f. 454, op. 1, d. 4, l. 5.

nationaliste dirigé par Koutchek Khan. On pouvait supposer que « dans les prochains jours, des événements bien précis découleraient de cette divergence. Ces événements se traduiraient par l'abandon par Koutchek des rênes du pouvoir ». En attendant qu'ils ne surviennent, des précautions particulières furent prises sur les navires : « La nuit on dormait équipé, les canonnières ne quittaient pas leurs pièces et leurs mitrailleuses, les machines étaient chaudes, les projecteurs prêts à fonctionner et sur terre il y avait des postes de surveillance renforcés et des patrouilles qui allaient et venaient dans toutes les directions ».

Mirza Ismaïl, que Koutchek Khan, son oncle, avait nommé à Rasht à sa place, s'opposa catégoriquement à l'entrée dans la ville des nouvelles troupes de l'Armée rouge. Il exigea que celles-ci rentrent à Bakou.

« Le gouvernement – dit Mikoïan pour se justifier – exigea que les troupes russes et perses que nous avions débarquées quittent la Perse dans la semaine. Des combats acharnés avaient lieu sur le front anglais. Nous avions encerclé les Anglais de tous les côtés mais, comme le gouvernement ne nous fournissait pas d'aide, nous ne pouvions mettre fin aux opérations. Nous ne recevions ni renforts, ni cartouches, ni vivres, ni argent. Par ailleurs, l'opposition de gauche dirigée par Ehsanollah se détacha de Koutchek. Avec Mdivani, nous décidâmes de sauver la situation [...] »⁴²

« Lorsque nous leur décrivions la situation, se plaignit plus tard Abukov, ils nous reprochaient notre indécision ». Les membres de l'*Iranbjuro* ne purent faire venir Koutchek à la table des négociations. Après le changement de régime à Rasht, en réponse au message indigné du chef *djangali*, Mdivani ne manqua pas de le lui reprocher :

« [...] Permettez-moi de vous dire, qu'avant ces événements que vous avez en grande partie provoqués en abandonnant la ville et en partant pour le *djangal*, votre neveu, Mirza Ismaïl [le fils de la sœur de Koutchek], nous a fait attendre deux jours durant votre réponse à notre lettre et demande d'entrevue. Cette lettre est restée sans réponse et j'ai dû me contenter d'une entrevue avec Mirza Ismaïl. Il a insisté sur le retour à Bakou des 300 volontaires russes et des 500 *modjahedin* perses qui m'avaient accompagné à Anzali, munis des armes à feu indispensables. Cette exigence nous a extrêmement embarrassés. L'armée, les armes à feu, les hommes énergiques ne sont-ils pas indispensables au succès de la révolution et à l'élimination de l'ennemi ? »⁴³

Les partisans de Koutchek Khan, comme ils l'expliquèrent plus tard, étaient soumis à un dilemme compliqué : « soit combattre contre des personnes intrigant contre le gouvernement et faisant obstacle à l'acquisition de la liberté, soit se retirer des affaires et passer la main aux mécontents » qui comprenaient la liberté comme la

42. K. I. Samojlov, *Na kanonerskoj lodke « Lenin » ; po ličnym dokumentam, vospominanijam i materialam (Sur la canonnière « Lenin » ; documents privés et mémoires)*, Leningrad, 1924, p. 56. ; RCHIDNI, f. 64, op. 1, d. 17, l. 294.

43. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 7, p. 3, d. 17, ll. 5-6.

possibilité « de réquisitionner les biens d'autrui, autrement dit comme le droit de voler » et qui crachaient sur le pouvoir républicain car, soi-disant, il empêchait le peuple de combattre pour l'indépendance de la Perse. Pour éviter à la fois un bain de sang et empêcher que des personnes ignorantes ne soient convaincues par ces accusations, les partisans de Koutchek Khan reconnurent, au cours d'une réunion, qu'il valait mieux remettre les commandes du pouvoir aux conspirateurs. Il fallait, en effet, que l'on se rendît compte, dans la pratique, « des mauvaises intentions des mécontents à l'égard des vrais révolutionnaires et que l'on comprenne que toute tactique autre que celle adoptée par ces derniers ne pourra que renforcer les fondements pourris du gouvernement de Téhéran et servira les intérêts de la politique anglaise ». La résolution des *djangali* disait : « tant que la vérité ne sera pas connue, le devoir des vrais partisans de la république est de se retirer des affaires et de préserver sa force armée »⁴⁴.

Le soir du 30 juillet, Mdivani et Mikojan convoquèrent une réunion élargie du CC du PCI avec des représentants du groupe d'Ehsanollah. « Après l'exposé du CC affirmant qu'il avait des preuves de la trahison de Koutchek Khan et qu'il fallait le renverser — se souvint A. Khanukaev, membre d'*Adalat*, qui était arrivé la veille à Rasht du Turkestan —, les militants déclarèrent qu'ils n'y croyaient pas, que ce n'étaient que des rumeurs et que tout cela risquait de mal finir ». Mais Mdivani répondit d'un ton menaçant que le CC en assumait toute la responsabilité et que la tâche des autres était de se tenir à leurs postes et d'être prêts à l'intervention militaire. Mikojan lui apporta son soutien en assurant l'assemblée que c'était dans le « cours historique de la révolution perse que le Parti communiste iranien prenne le pouvoir ». D'après la résolution adoptée lors de la réunion, le gouvernement du Guilan était accusé de ne pas s'être conformé à « la fonction qui lui avait été attribuée », d'avoir désorganisé le ravitaillement du front, d'avoir une attitude criminelle à l'égard des combattants pour la liberté de l'Iran et d'entretenir des relations clandestines avec le shah et avec les Anglais. Aussi cette résolution préconisait de « renverser Mirza Koutchek et ses partisans, d'occuper les administrations et de procéder à l'arrestation des amis de Mirza Koutchek ». En outre, on proposait aussi de faire connaître au peuple d'Iran le changement de gouvernement et de lui annoncer que, dans la Perse libre, le pouvoir passait aux mains des soviets et, enfin, qu'un Comité révolutionnaire provisoire de la République soviétique de Perse, composé de commissaires du peuple, allait être organisé »⁴⁵.

Samojlov a pu témoigner des conditions du changement de pouvoir à Anzali :

« Je reçois du membre du RVS de l'Armée rouge iranienne, le camarade A[bukov], l'ordre de venir le voir en personne muni d'informations sur les armes et sur les réserves en munitions. Le camarade A[bukov], sous le sceau du secret, m'annonce que le coup d'État doit se produire cette nuit et que le pouvoir doit passer aux mains d'Ehsanollah Khan. La canonnière était chargée de

44. GARF, f. 5402, op. 1, d. 517, l. 97.

45. RCHIDNI, f. 64, op. 1, d. 20, l. 371 ; f. 495, op. 90, d. 5, l. 3.

réaliser cette mission à Anzali, si possible sans accrocs. Le soir, nous étions déjà prêts. À peine faisait-il nuit que l'on sortit les munitions pour les canons, que l'on prépara l'artillerie à l'action et que l'on envoya un peloton désarmer les gendarmes qui étaient cantonnés dans les pêcheries. Les troupes marines se disposèrent en ligne et, lentement, par petites avancées, elles se dirigèrent vers leur objectif. Selon notre mission, le *Trockij* occupe le centrale téléphonique. L'équipage attend près des canons. Il est nerveux et a envie de tirer. On entend des tirs isolés. Soudain notre ligne ouvre un feu rapide. Durant quelques minutes, on a l'impression d'une fusillade désordonnée, puis tout est terminé : les gendarmes, désarmés, sont entre nos mains. L'ordre a été exécuté rapidement et pratiquement sans accrocs, à part deux marins légèrement blessés par des éclats de balles explosives. Le chef de la garnison et le commandant de la ville, nouvellement désignés, se présentent sur la canonnière. Les marins des canonnières patrouillent dans les rues d'Anzali et de Qazian. Les marins du *Trockij* installent un poste de contrôle à l'ouest d'Anzali avec des mitrailleuses. Quelques Perses arrêtés sont incarcérés dans notre cachot. Ils constituent les trophées de la journée. »⁴⁶

La prise de Rasht, accomplie soi-disant sans fusillade, fut dirigée par le nouveau membre du PCI, Jakov Bljumkin. Ancien SR de gauche, Bljumkin était connu pour l'assassinat de l'ambassadeur allemand à Moscou, le comte V. Mirbach. Après avoir fait amende honorable, il fut amnistié par le Présidium du VCIK en mai 1919. Bljumkin devint membre de l'organisation pro-bolchevique « l'Union des maximalistes » et participa activement à la guerre civile. Au cours de l'été 1920, il fut envoyé par le *Narkomindel* en Perse. L.M. Karakhan et A.N. Vosnesenskij, chef de la section d'Orient du *Narkomindel* de RSFSR, déclarent dans une lettre du 17 juin : « Pour répondre à la demande de Koutchek Khan, transmise par le camarade Raskol'nikov, de lui envoyer des révolutionnaires compétents comme conseillers en édification du socialisme, nous envoyons le camarade Bljumkin et sa femme (un médecin) qui ont toute notre confiance ». Bljumkin arriva au Guilan juste au bon moment...

Ce n'est que le 8 août que le journal de Bakou, *Kommunist*, communiqua les détails du coup d'État de Rasht :

« À une heure du matin, le 31 juillet, un détachement composé de cent *djangali* dirigé par le camarade Bljumkin reçut l'ordre d'occuper toutes les administrations militaires et civiles de la ville. Cet ordre fut scrupuleusement exécuté. Déjà, vers quatre heures du matin, sans qu'il y ait eu un seul coup de feu, toutes les administrations publiques passèrent sous le contrôle du nouveau pouvoir. Le bâtiment du *Revvoensovet* de la République fut occupé en premier. Il n'y eut aucune résistance, ni pillages, ni désordres. Les vieux révolutionnaires russes, qui avaient participé à la révolution d'Octobre, furent enthousiasmés par l'esprit de discipline des soldats perses. Le matin, la ville conserva son aspect habituel. Les boutiques furent ouvertes sur les marchés. »

46. K. I. Samojlov, *op. cit.*, p. 57.

Une note dans le journal intime du collaborateur du quotidien *Krasnyj Iran*, M.S. Al'tman (qui sera connu plus tard comme critique littéraire), témoigne également du caractère pacifique du coup d'État de Rasht :

« Hier matin, lorsque nous nous sommes réveillés, le pouvoir avait entièrement changé. Koutchek Mirza était renversé, un *Revkom* était formé à la place de son gouvernement et, pour le reste, cela se déroulait “comme il était d'usage”. Le coup d'État s'est fait dans la nuit, rapidement et calmement. Le “chef populaire”, “le révolutionnaire distingué” hier encensé par les bolcheviks est porté aujourd'hui, par la révolution, au rang de ses ennemis et jeté de l'autre côté des barricades. »⁴⁷

Toutefois, lors de l'opération, les dérapages ne purent être évités. Par exemple, le communiste G. Samad-Zade rapporta que, tandis qu'il marchait dans la rue, la nuit du coup d'État, il entendit des cris qui s'élevaient de la maison d'un *mojtahed* local (une haute figure spirituelle, très respectée des habitants de Rasht). Des agents de l'*Osobotdel* (la Section spéciale) l'ayant informé qu'ils recherchaient des partisans de Koutchek Khan qui se cachaient, Samad-Zade décida de jeter un coup d'œil sur ce qui se passait : on perquisitionnait la maison, le *modjahed* avait perdu connaissance, son domestique et les femmes en larmes suppliaient les agents de la Section spéciale de partir. « Je me mis à protester, se souvint Samad-Zade. “Savez-vous quelle est la personne que vous perquisitionnez ? Savez-vous qui vous offensez ? Cette personne est le chef des religieux, celui que tout le peuple perse écoute !” Entendant cela, les agents se retirèrent, emportant avec eux à l'*Osobotdel* un sac entier de pièces d'argent... Quelques mois plus tard, Shariat Madar [Guilani] s'enfuit pour rejoindre le Shah ».

À Qazvin, le *mojtahed* « prenait la parole lors de rassemblements dans les mosquées, il animait une propagande contre l'Armée rouge et les bolcheviks, il se rasa la barbe et il harangua la foule en disant : “Sauvez la *shariat*, les bolcheviks offensent votre religion, frappent les religieux, pillent la population !” Vu le prestige et la sympathie que Shariat Madar inspirait à la population de Qazvin et de Téhéran, il était évident que son influence était importante. Comme un éclair, sa propagande se diffusa instantanément dans toute la Perse. Il faut dire que les agents anglais y étaient pour quelque chose. De même, l'apparition de Shariat Madar à Téhéran [...], ses rassemblements de trois jours dans les mosquées et sa propagande contre les bolcheviks firent une forte impression sur les habitants de Téhéran ». Le départ forcé pour le *djangal* du chef officieux de la province, Mirza Koutchek, et la fuite de Rasht du chef des religieux – deux personnalités dont les avis étaient écoutés par l'écrasante majorité de la population – ne purent qu'influencer l'attitude de cette dernière envers le nouveau pouvoir. La population du Guilan s'en détourna.

À deux heures de l'après-midi, le 31 juillet, un communiqué extraordinaire signé par « le membre du CC et du *Revvoensovet*, Bulle », fut diffusé depuis Anzali

47. RCHIDNI, f. 85, op. S., d. 26, l. 1 ; M. S. Al'tman, *Razgovory s Vjačeslavom Ivanovym* (*Mes conversations avec Vjačeslav Ivanov*), Saint-Pétersbourg, 1995, p. 223.

sur « toutes les radios ». Montrant que le gouvernement provisoire de Koutchek Khan s'était révélé incapable de diriger le mouvement révolutionnaire en Perse, qu'il n'avait su ni lutter avec succès contre les impérialistes anglais, ni satisfaire les besoins urgents des masses travailleuses, le communiqué annonçait solennellement la victoire du coup d'État :

« Dans la nuit du 31 juillet, les troupes révolutionnaires et le peuple en armes, conduits par les communistes conjointement avec l'aile gauche de l'ancien gouvernement, ont pris le pouvoir entre leurs mains. Un Comité provisoire révolutionnaire d'Iran a été formé. Il est composé de huit communistes et populistes-révolutionnaires de gauche. La majorité des partisans de l'ancien régime a fui, les autres sont arrêtés. Nos pertes s'élèvent à deux blessés. À Anzali et à Rasht, des Comités révolutionnaires ont été institués. Au Guilan, l'ordre révolutionnaire règne entièrement. Le front tient solidement et mène une offensive victorieuse contre les Anglais et les bandits du shah. Les travailleurs sont enthousiastes, les ouvriers et les paysans s'engagent massivement dans l'Armée rouge. On procède sans répit à la création d'unités nouvelles. »⁴⁸

Il est curieux que le poste de chef du gouvernement, promis à Ehsanollah ne lui ait pas été attribué immédiatement. D'après le mandat N. 2 du 1^{er} août qui lui était adressé, il n'était que « membre actif du Comité révolutionnaire provisoire et commissaire du peuple aux Affaires étrangères de la République soviétique d'Iran ». De plus, le 10 août, un mandat émanant de l'*Iranbjuro* à l'intention du protégé de Narimanov et principal concurrent de Sultanzade pour la direction du PCI, Haidar Khan Amoughli (G. A. Tariverdiev), disait que « celui-ci était élu président du Comité révolutionnaire provisoire de la République soviétique d'Iran ». Mais comme Haidar Khan se trouvait encore au Turkestan d'où il devait lancer, avec l'aide des troupes de la 1^{re} Armée du front turc une offensive sur Machhad, capitale de la province de Khorasan, Ehsanollah Khan fut tout de même placé à la tête du *Revkom* du Guilan. Les *djangali* de gauche reçurent des portefeuilles de commissaires du peuple : les Affaires militaires pour Khalou Qorban, l'Instruction publique pour Djafar Kangavari et les Finances pour Reza Khadjavi. Les communistes s'attribuèrent les commissariats aux Postes et au Télégraphe pour K. Aqa-Zade, à l'Agriculture pour B. Aqaev ramené par l'*Iranbjuro* au Guilan, au Commerce pour M. Alikhanov, à l'Intérieur pour D. Djavad-Zade. En même temps, Abulov et Mdivani furent confirmés comme membres du *Revvoensovet* de la *Persarmija* et Khanukaev fut coopté au sein du Comité central du PCI.

Tomaševskij, dans ses mémoires sur Sergo Ordžonikidze, déclara un peu vite que c'était le groupe d'Ehsanollah qui avait pris le pouvoir au Guilan et que Mdivani n'avait fait que légitimer le coup d'État *a posteriori*. Dans son commentaire de ces mémoires en juin 1936, Hoseinov, agacé, fit remarquer : « Avant tout, la révolution de Rasht fut dirigée (et organisée) par Mdivani en personne conjointement avec Abukov et sa femme Bulle. C'étaient eux qui se trouvaient à la tête de l'Armée rouge et qui donnaient les ordres et non pas Ehsanollah, etc. Il est même

48. RCHIDNI, f. 17, op. 84, d. 213, l. 12 ; f. 454, op. 1, d. 2, l. 61.

absurde de dire qu'une révolution contre Koutchek Khan, le président du *Sovnarkom*, ait pu avoir lieu à l'insu de Mdivani et sans qu'il ait donné d'ordres directs. Quel garde rouge aurait osé agir de façon autonome uniquement sur l'appel de Ehsanollah ? » Omettant le nom du membre tout-puissant du *Politbjuro* du Comité central du parti, Anastas Mikojan, Hoscinov dirigea toute la fougue de ses accusations contre le « trotskiste » Mdivani. Sachant très bien que « Sergo croyait en Koutchek Khan comme en un vrai chef du mouvement révolutionnaire et populaire », il profita du départ d'Ordžonikidze pour Moscou afin d'organiser la révolution à Rasht⁴⁹.

Mikojan télégraphia au Comité central du PCR (b), avec copie pour Čičerin le 6 août :

« Programme du gouvernement : organisation d'une Armée rouge iranienne sur le modèle de l'armée russe et marche sur Téhéran ; élimination des charges féodales et satisfaction des besoins urgents des travailleurs des villes et des campagnes (le gouvernement a décidé le transfert des terres à la paysannerie mais son annonce est reportée jusqu'à ce qu'il y ait eu un certain travail préparatoire du parti dans les campagnes) ; établissement de relations commerciales normales avec la Russie et l'Azerbaïdjan sur une base fraternelle. »

Dans son appel « à tout le peuple perse », le *Revkom* promet de rétablir, d'une main de fer, l'ordre à l'arrière, de former une armée puissante, de renforcer le front, d'accélérer l'expulsion des Anglais, le renversement du gouvernement du shah et « de libérer complètement les masses travailleuses d'Iran de la contrainte et de l'arbitraire des parasites et des oppresseurs ». Appelant la population au calme et à la discipline, le *Revkom* prévint que toute personne refusant de se soumettre à ses ordres serait traitée, « selon les lois en vigueur en temps de guerre et de révolution », comme un ennemi de la liberté du peuple iranien⁵⁰.

Après avoir décrété que le comité serait « révolutionnaire » et non « national », comme il en était question auparavant, les vainqueurs envoyèrent un télégramme de salutation au gouvernement de l'ASSR au nom du « pouvoir ouvrier et paysan de l'Iran soviétique ». Dès le 3 juillet, un article signé « M.B. », dont l'auteur était apparemment un membre de l'*Iranbjuro* (il pouvait s'agir du chef de l'administration, M. Belen'kij, ou de Mdivani lui-même), parut dans le *Kommunist* de Bakou sous le titre frappant de « Révolution d'Octobre en Perse ». L'auteur faisait remarquer, sur un ton méprisant, que seuls les ignorants des affaires du Guilan pouvaient être surpris par la nouvelle de la révolution de Rasht. Il démontrait qu'avec « Mirza Koutchek, la révolution perse avait passé son étape "Kerenskij" (*kerenščina*) et son étape "Kornilov" (*kornilovščina*) et qu'elle avait rapidement abouti, le 31 juillet, à sa "révolution d'Octobre" ». Il continuait :

49. Muzej Revoljucii (Moscou), GIK 30263/56 ; RCHIDNI, f. 454, op. 1, d. 9, l. 94 ; f. 85, op. 1, d. 114, l. 111. Sur le soulèvement de Khodou, cf. V. L. Genis, « Popytka "sovetizacii" Khorasana v 1920 » (La tentative de "soviétisation" de Khorasan en 1920), *Voprosy istorii*, 5-6, 1996, pp. 141-153.

50. RCHIDNI, f. 80, op. 4, d. 74, l. 54 ; *Kommunist* [Bakou], 4 août 1920.

« Dès le premier jour de la révolution, Mirza Koutchek fut confronté à deux ennemis : les Anglais et le mouvement révolutionnaire grandissant [...]. Il lui fallait combattre sur les deux fronts. Très vite, la lutte contre les bolcheviks devint son objectif principal. Néanmoins, il ne lui vint pas à l'esprit de se mettre secrètement en contact ni avec le gouvernement du shah, ni avec les Anglais. Il se consacra dès lors entièrement au combat contre le mouvement révolutionnaire. Prétendant mener une "politique orientale subtile", il interdit toute manifestation révolutionnaire "sur Téhéran". Tout ce qui pouvait faire penser à une révolution dans le pays fut défendu, c'est-à-dire la propagande, les réunions, les rassemblements et les syndicats. Le Parti communiste d'Iran fut poussé à la clandestinité. On prit un maximum de mesures pour chasser de Perse ceux qui étaient à la source de la contamination bolchevique, les troupes volontaires russes. Celles-ci ne recevaient pas leur salaire et elles étaient réduites à des conditions de vie impossibles. On s'est livré à des opérations incroyables dans le but de les neutraliser, ainsi on a tenté de les empoisonner en ajoutant quelque chose dans leur ration de pain. Une partie des troupes fut expulsée et on interdit l'arrivée de nouveaux volontaires, encore sous prétexte de la "politique orientale". Toujours sous le même prétexte, un détachement d'un millier de cosaques perses, passé du côté des troupes révolutionnaires, fut désarmé. Mirza atteignit son but. Il fit stopper cette bourrasque qui aurait dû conduire les troupes révolutionnaires jusqu'à Téhéran. Tout était prêt pour trahir la révolution et l'éliminer définitivement mais le parti communiste était aux aguets et il sut écraser à temps cette garce de contre-révolution et transmettre le pouvoir à des personnes solides et sûres ».

Pour les organisateurs de la révolution, ce mélange détonant de vérité et de mensonge semblait être le moyen de propagande le plus sûr et le plus opportun. Si leurs explications pouvaient convaincre à Bakou, il en était autrement pour la population du Guilan qui voyait toujours en Koutchek Khan une autorité incontestable. Par hasard, le changement de pouvoir coïncida avec la prise de Mandjil. Le commandant en chef, Chapour Kargaleteli, félicita le *Revkom*, au nom des gardes rouges, de la « nouvelle ère qui débutait pour le peuple perse » et il le pria d'accepter la ville comme modeste présent « en ce premier jour lumineux de votre travail sur le champ de la révolution prolétarienne en Perse »⁵¹.

Cette victoire sur le front, longuement attendue, renforça encore l'optimisme du PCI. Comme ironisait Murzakov, « il se voyait déjà en sauveur de la Perse » et il considérait le renversement de Koutchek Khan comme le produit d'une révolution accomplie par la volonté des travailleurs.

« Toujours dans cet esprit – indiqua Murzakov – le *Kommunist* de Bakou publia un article, *Krasnyj Iran* prit le relais et la presse publia des articles claironnants sur "l'Octobre perse"... Hélas, cet "Octobre perse" n'existait que dans l'imagination trop ardente des militants perses et, d'après leurs dires, dans celle des militants azerbaïdjanais. On pensait auparavant que les communistes n'entreraient au gouvernement qu'à titre individuel. Après le coup d'État, le parti communiste devint le parti dirigeant. Le groupe de gauche au nom duquel cette révolution avait eu lieu entra au parti. Les membres musulmans du CC

51. RGVA, f. 25846, op. 1, d. 5, l. 39.

entrèrent au gouvernement et c'est ainsi que se produisit la fusion du pouvoir et du parti communiste. On envoya un détachement à Fumen pour éliminer Koutchek Khan et ses partisans [...] »

D'après Mikojan, le 1^{er} août, deux cents gardes rouges combattirent les *modjahedin* de Koutchek Khan. Malgré des pertes s'élevant à « quinze blessés, deux commotionnés et deux tués », ils réussirent à chasser l'ennemi et à s'emparer de cinquante prisonniers, de six canons et de nombreuses mitrailleuses, cartouches et obus »⁵².

Dans une lettre à l'un de ses partisans dans laquelle il commentait cette rencontre sanglante, Koutchek Khan remarqua amèrement que, après avoir pris Rasht, les conspirateurs ne s'étaient pas calmés, qu'ils avaient commencé à se saisir des *djangali* et qu'ils avaient envoyé un détachement à leur poursuite. « Les *modjahedin* qui se trouvaient à Pasikhan voulaient résister, poursuivait Koutchek Khan, mais je leur donnai immédiatement par téléphone, l'ordre de battre en retraite. Afin d'éviter un affrontement, je fis nettoyer Fumen et ses environs. Insatisfaits, ils se mirent à piller les maisons et les biens des habitants de la ville, ce qui provoqua une panique parmi ceux-ci ». Koutchek expliqua qu'il n'avait pas envie de se battre contre ses anciens camarades. « S'ils nous poursuivent, nous essayerons de nous cacher. S'ils cherchent vraiment à améliorer la vie de population, qu'ils nous laissent tranquilles. Quant à nous, nous attendrons de voir comment ils se préparent à accueillir l'ennemi. Quant ils se seront bien cassé les dents à cause de leur précipitation inutile, ils comprendront l'impossibilité de mener une telle politique en Perse. Alors seulement, le moment sera venu pour nos partisans d'agir »⁵³.

Dans une lettre du 1^{er} août adressée à Mdivani, Koutchek lui fit part de ses reproches :

« Il est à la fois impossible et impensable d'ouvrir des hostilités contre vous ou de tirer ne serait-ce qu'un seul coup de feu sur vous. Nous avons fait tout notre possible pour retenir nos jeunes camarades inexpérimentés qui, poussés par la douleur et par le désespoir, voulaient s'opposer à vous. Si vous continuez à agir dans le même sens, nous serons obligés de faire savoir aux divers mouvements de libération et aux socialistes du monde entier que vous n'avez pas tenu vos promesses et que vous n'avez pas répondu à nos attentes. Au nom du socialisme, vous avez perpétré des actes dont seules les troupes tsaristes de Nicolas et les forces armées des capitalistes anglais étaient capables. Vous, les socialistes, vous avez envers nous, révolutionnaires qui avons dû supporter le poids de longues années de lutte pour la libération, une attitude que seuls les ennemis de la liberté peuvent avoir. Ces considérations mises à part, regardez ce que vous avez fait ! De vos actions, il n'est ressorti rien de bon. Ne vous êtes-vous pas éloignés de vos buts ? Il faut que vous soyez patients et que, sans hâte, vous consolidiez vos nouvelles idées. Nous vous avons donné une grande liberté de manœuvre. Après avoir évacué toutes les administrations d'Anzali et de Rasht, nous vous les avons cédées en disant : "Nous partons, gouvernez seuls". Qu'avons-nous dit d'autre ? Qu'avons-nous donc fait pour que vous vous soyez

52. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 16, l. 15 ; f. 64, op. 1, d. 17, l. 295.

53. RCHIDNI, f. 495, op. 90, d. 17, l. 58.

sentis contraints de reproduire les méthodes des troupes tsaristes de Nicolas et de terroriser ces pauvres classes laborieuses ? »

Dans une lettre du 3 août, Mdivani réfuta, avec mépris, les accusations de Koutchek Khan :

« J'ai pris connaissance attentivement de vos conseils et de vos indications concernant l'attitude de nos camarades. À votre intention d'en informer les amoureux de la liberté du monde entier, je vous répondrai que, nous aussi, nous leur ferons savoir, bruyamment, qu'auparavant vous avez été un révolutionnaire perse mais que maintenant, comme le montrent vos actes, vous vous êtes écarté du chemin initial et vous faites obstacle aux objectifs de la révolution. Vos coups de feu sont pour nous plus amers que les discours des ennemis connus de la révolution car ces attaques navrantes émanent d'un célèbre *modjahed*. Il est clair que si les camarades et les *modjahedin* ont réussi à occuper les administrations aussi facilement, c'est que la majorité d'entre eux étaient opposés à ce que vous gardiez le pouvoir et que la révolution s'est éloignée de vous. Il est impossible de modifier le passé. Malgré tout, dans ma grande bonté, je vous donne un conseil et je vous dis que si, pour une seconde fois, vous acceptez de servir l'humanité, je suis prêt à en discuter avec mes camarades qui, peut-être, seront prêts à vous accueillir à nouveau, mais à la condition que vous soyez à égalité avec eux dans les discussions [...]. »

Dans sa réponse du 6 août à Mdivani, Koutchek ne cacha pas son indignation :

« [...] ce sont vos camarades qui ont commencé à nous persécuter et qui, sans préavis, ont attaqué le détachement des *modjahedin* à Pasikhan. Ils ont agi de même à Anzali, n'hésitant pas à tuer quelques personnes et à faire des prisonniers. Dans la région de Mandjil, ils ont également attaqué notre détachement qui poursuivait courageusement et énergiquement l'ennemi en retraite. Ce détachement a été dispersé et il a dû se rendre. Puis, continuant leurs opérations de plus belle, vos camarades ont marché sur Fumen et Some'e-Sara pour arrêter les membres du gouvernement républicain et moi-même, ceci afin d'étouffer toute protestation. Ensuite, dans leurs déclarations et leurs proclamations, ils ont commencé à désigner la ligne Pasikhan-Some'e-Sara-Anzali par le terme de "front". Depuis quand les villes de Pasikhan, Some'e-Sara et Anzali constituent-elle un front ? Lorsque, à la suite de chaque intervention, ils se sont mis à publier des proclamations pleines d'injures et de mensonges, j'ai compris pourquoi ils agissaient ainsi. Ils voulaient, à tout prix, entrer en guerre avec nous afin de trouver une justification à tous leurs actes indécents. À partir de là, j'ai décidé de me tenir à l'écart et nous avons commencé notre retraite pour éviter de nous engouffrer dans une guerre, pour ne pas leur donner matière à calomnie et pour faire obstacle à la réalisation de leurs plans. Je vous demande à nouveau : les troupes que vous avez amenées avec vous, à quoi étaient-elles destinées ? À renforcer les fronts de Mandjil et de Daylaman ou à nous poursuivre à Pasikhan, à Fumen et à Rasht ? Lorsque les *modjahedin* ont été encerclés, qu'ils se sont fait tirer dessus et qu'un certain nombre d'entre eux ont été tués, il a bien fallu qu'ils pensent à leur protection et alors ils ont commencé à se défendre. Comme j'étais à Fumen, j'ai été mis au courant et je leur ai donné l'ordre de se retirer. Qui est responsable de ces événements ? Vos camarades ne sont-ils pas coupables de cette effusion de sang ? Ne sont-ils pas responsables des vies perdues ? [...]

Vos camarades qui procèdent à des pillages, à des violences et à des meurtres désignent ces actes par les noms de communisme et de défense des opprimés. Cela fait cent ans que le régime du shah se conduit de cette façon. Faut-il le qualifier à son tour de communiste ? ! Imaginons que nous en soyons encore au début de la révolution. Pensez-vous que vous pourrez longtemps encore tromper le peuple avec vos petits mots hypocrites, comme lorsque vous appelez les miséreux, "prolétaires", les travailleurs, "communistes" ou "camarades", etc. ? Mais cela fait deux ans que ces procédés extrêmes sont jugés par tous à leur juste valeur et que le mensonge est découvert. Si la communication avec la Russie se rétablit et que les gens sont libres à nouveau, tout le monde va savoir les horreurs commises en Russie par les Abukov et autres maximalistes : comment ils ont agi contre les aspirations des dirigeants du pouvoir soviétique, comment ils ont volé les travailleurs au nom de la défense de leurs droits, comment ils ont fait mourir le peuple de faim, comment ils ont forcé celui-ci à supporter des peines de toutes sortes et, enfin, comment ils ont ruiné de vastes parties de la Russie. Et, maintenant, ils veulent en faire de même en Perse. [...]

Je considère comme malhonnêtes ceux qui sacrifient les droits de souveraineté et d'indépendance de leur nation à des excès absurdes et qui cherchent à la soumettre à quatre personnes égoïstes, fanatiques et voyant seulement dans leurs aspirations démesurées un moyen d'obtenir des avantages personnels et de satisfaire leur soif de pouvoir. Je fais tout pour que la Perse accède à l'indépendance et à la liberté. Je souhaite le contentement et le bonheur aux Perses et à tous les fils du genre humain sans distinction de religion ni de nationalité. Je reconnais et je cherche à exécuter les déclarations de Lenin, de Trockij, de Bravin [représentant de la RSFSR à Téhéran en 1918 – V.G.] et de tous les sages dirigeants mentionnés dans vos manifestes, ces déclarations qui affirment que chaque peuple doit régler son propre destin. Pour nous, tous ceux qui tentent d'intervenir dans nos affaires intérieures ne se distinguent en rien des Anglais, du gouvernement du tsar Nicolas et des partisans du shah. Je n'ai jamais été le jouet de qui que ce soit, même de plus puissant que vous. Avec honneur, nous avons vécu, nous avons mené notre action révolutionnaire et nous mourrons, sans jamais accepter que, au nom du communisme et de la défense des travailleurs, l'on opprime, l'on supprime ces mêmes travailleurs et que l'on foule aux pieds les préceptes du socialisme. »

En conclusion, Koutchek exprima la certitude que le gouvernement russe n'avait jamais approuvé et n'approuverait jamais les procédés des nouveaux maîtres du Guilan. Il annonça également qu'il lui était impossible de collaborer avec eux car « vos aspirations et vos actions sont plus nocives que le poison et, après vos crimes et les accusations de trahison et d'entente avec les Anglais et avec le shah que vous avez portées contre moi, il est impensable que je vous fasse confiance ». Cette fois, semble-t-il, Mdivani ne sut que répondre à ce message passionné, sincère et plein de dignité même si, d'après le témoignage de Khanukaev, les membres du CC du PCI, en lisant cette lettre, rirent de la naïveté du chef des *djangali* qui espérait en vain, pensaient-ils, que les « chefs de la révolution russe » s'indigneraient des actes commis par les organisateurs du coup d'État communiste et qu'ils les puniraient...⁵⁴

L'échec lamentable de l'offensive du mois d'août de la *Persarmija* vers Qazvin, organisée par Mdivani, et les deux évacuations dans la panique de Rasht ne rendi-

54. RCHIDNI, f. 544, op. 3, d. 93, ll. 32-36 ; f. 64, op. 1, d. 20, l. 371.

rent pas le fantoche *Revkom* plus populaire. Ce n'est qu'à la force des baïonnettes des gardes rouges russes et azerbaïdjanais, amenés en renfort de Bakou, qu'il put se maintenir au pouvoir. « En Perse, rien ne marche, se plaignit Ordžonikidze à Lenin le 19 septembre. Ce n'est pas seulement la "révolution socialiste" qui ne marche pas, c'est tout en général ». Pour les autorités militaires, il fallait soit en finir avec l'opération de Rasht soit la poursuivre mais alors sous forme d'une invasion et d'une occupation de la Perse par les troupes russes.

Cette offensive sur Téhéran ne séduisait en rien les tenants de la « révolution mondiale » qui prenaient en considération le risque d'interruption des négociations entre Moscou et Londres sur la levée du blocus économique contre la Russie soviétique et la catastrophe du front polonais. Seul Karakhan soutenait l'idée du règlement militaire de la question perse qui, selon lui, devait prouver que : « de la politique russe de l'Angleterre dépend notre offensive en Orient ; nous rendons coup pour coup ». Toutefois, dès le 20 septembre, le Plénum du CC du PCR(b) donna l'ordre au *Narkomindel* d'entrer en pourparlers de paix avec le gouvernement du shah, « en s'étant assuré du port d'Anzali contre les Anglais »⁵⁵.

Cinq mois plus tard, le 26 février 1921, Čičerin et Karakhan signèrent à Moscou l'accord soviéto-perse. Le 16 mars, Krasin signa à Londres l'entente commerciale, si longuement attendue, entre la Russie soviétique et la Grande-Bretagne. Cette entente ne devenait effective qu'à la condition que chaque partie renonce aux actions hostiles. Il était précisé que le gouvernement russe devait s'abstenir de toute tentative « d'encouragement des peuples d'Asie, par voie militaire, diplomatique ou autre, à une propagande ou à des actions hostiles aux intérêts de l'Empire britannique [...] »⁵⁶. Ainsi le « marchandage diplomatique » tant souhaité par Trockij fut enfin réalisé ! Les bolcheviks avaient enfin « roulé » les impérialistes britanniques et, désormais, peu leur importait le sort des insurgés du Guilan.

Malgré une réconciliation formelle, en mai, entre Koutchek Khan et le *Revkom* de Rasht, ce furent l'évacuation, au cours de l'été, des troupes soviétiques d'Anzali et les sanglantes luttes intestines au sein du *Persrevkom* qui mirent fin à la République du Guilan. Koutchek Khan, qui n'avait pas capitulé, succomba au froid dans les montagnes. Ce fut Khalou Qorban, son principal compagnon d'armes, qui ramena sa tête dans la capitale. Après avoir reçu les épaulettes de colonel des mains du ministre de la guerre, le futur Reza Shah Pahlavi, il fut rapidement tué au combat en compagnie de ses compatriotes kurdes. Quant à Ehsanollah, il émigra à Bakou où il disparut en 1937...

(Traduit du russe par Olga Pichon-Bobrinckoy)

ul. Volgina, d. 17, kv. 74
117485 Moscou

55. V. L. Genis, « Okkupacija ili... "početnyj uhod" ? K istorii sovsosko-persidskogo dogovora 1921 g. » (Une occupation ou... un « départ honorable » ? Contribution à l'histoire de l'accord soviéto-perse de 1921) in *Iran: evoljucija islamskogo pravlenija (Iran: l'évolution du système de gouvernement islamique)*, Moscou, Institut vostokovedenija RAN, 1998, pp. 168-179.

56. *Dokumenty vnešnej politiki SSSR, op. cit.*, 3, p. 607.

FONDS D'ARCHIVES CONSULTÉS

- RCHIDNI Rossijskij Centr Hranenija i Izučenija Dokumentov Novejšej Istorii
 f. 2 Lenin (Ul'janov) V. I.
 f. 17 Comité central du RKP(b) : op. 3 – *Politbjuro* ; op. 84 – Bureau du secrétariat ;
 op. 100 – Dossiers personnels des cadres de la nomenclature du CC
 f. 64 Bureau caucasien du CC du RKP(b)
 f. 80 Kirov (Kostrikov) S.M.
 f. 85 Ordžonikidze G. K.
 f. 454 Bureau iranien des organisations communistes
 f. 495 Comité exécutif de l'Internationale communiste : op. 90 – Parti communiste
 iranien
 f. 532 Université communiste des travailleurs d'Orient
 f. 544 Conseil de propagande et d'action des peuples d'Orient
 f. 562 Raskol'nikov (Il'ič) F.F.
 f. 670 Sokol'nikov (Briliant) G. Ja.
- GARF Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii
 f. 130 *Sovnarkom* RSFSR
 f. 5402 Pavlovič (Vel'tman) M. L.
- RGVA Rossijskij Gosudarstvennyj Voennyj Arhiv
 f. 157 Commandement de la 1^{re} Armée du front turc
 f. 195 Commandement de la 11^e Armée du front caucasien
 f. 25846 Commissariat du peuple à l'Armée et à la Marine d'Azerbaïdjan
- RGAVMF Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv Voenno-Morskogo Flota
 f. r-672 Troupes de débarquement de la flotte militaire Volga-Caspienne
 f. r-917 Département politique de la flotte militaire caspienne

La majorité des documents cités sont des autographes, une partie sont des copies certifiées. Les lettres envoyées par Koutchek Khan sont citées d'après *Spravka Informbjuro Persii*, 28, 7 février 1921, qui indique : « Les documents imprimés ci-dessous sont la traduction de copies perses des lettres qui nous ont été communiquées par le camarade Haidar et qui ont été écrites par Koutchek Khan à différents moments après son départ de Rasht pour le *džangal* » (RCHIDNI, f. 544, op. 3, d. 93, l. 29). Les souvenirs de Sultanzade et de V. Tronin sont cités d'après le sténogramme non vérifié de la « soirée consacrée au 15^e anniversaire de la révolution du Guilan », qui s'est tenue le 28 mai 1935 à l'Université communiste des travailleurs d'Orient.